LUTTER!

MARX POUR QUOI FAIRE ?

cornelius CASTORIADIS
daniel GUERIN

N° 5 / MAI-JUIN-JUILLET-AOUT 1983 / 10 F

M 1321 — 5 — 10 F

Union des Travailleurs Communistes Libertaires

Lutter ! n° 5 / Mai-Juin-Juillet-Août 1983 / 10 F / directeur de la publication: A. Senez / distribution: NMPP / dépôt légal n° 48 858 / commission paritaire n° 64 461 / Editeur: Editions « L » / Impression: IPCC, 99 rue des Couronnes, 75020 Paris et Imprimeurs Libres, 162 rue Pelleport, 75020 Paris pour la couverture.

QUI SOMMES-NOUS ?

« LUTTER ! » est édité par l'Union des Travailleurs communistes libertaires (UTCL).

Nous nous battons pour un socialisme authentiquement autogestionnaire communiste au vrai sens, libertaire, où les travailleurs prennent vraiment la direction collective de la lutte révolutionnaire, et de la société. Une société autogérée, sans bureaucratie étatique. Sans aucun rapport donc avec les sociétés de l'Est, présentées frauduleusement comme « socialistes », et qui sont pour nous des capitalismes d'Etat.

Nous participons à toutes les luttes qui s'attaquent à la société capitaliste: lutte des femmes; antimilitarisme; antinucléaire; solidarité internationale. Et prioritairement: lutte parmi les travailleurs, dans les entreprises, pour l'AUTOGESTION des luttes, la démocratie syndicale, l'UNITÉ et le contre pouvoir des travailleurs.

Pour mener ce combat, nous construisons une organisation révolutionnaire autogérée, implantée parmi les travailleurs, et qui s'appuie sur les idées force d'un courant historique du mouvement ouvrier, le courant libertaire ouvrier — sans rejeter les acquis positifs d'autres courants.

S'abonner, c'est faire des économies. C'est aussi une façon concrète d'aider un journal quand on pense que cela en vaut la peine. Pour le journal, c'est une rentrée de fric immédiate qui assainit sa trésorerie. C'est aussi, pour ceux qui achètent le canard en kiosque, le moyen, tout en payant moins cher, de donner plus au journal et non aux intermédiaires (distributeurs).

Abonnement simple:
- 6 numéros ..... 50 F
- 10 numéros ..... 80 F

Abonnement sous plis fermé:
- 6 numéros ..... 55 F
- 10 numéros ..... 90 F

Abonnement de diffusion « 1 + 1 »:
un exemplaire pour vous, et un pour diffuser:
- 10 numéros ..... 150 F

Abonnement de diffusion:
5 exemplaires par numéro:
- 10 numéros ..... 400 F
- 6 numéros ..... 240 F

Abonnement de soutien:
- 10 numéros ..... 150 F

BROCHURES A COMMANDER AUX ÉDITIONS « L »

- OCA-UTCL: Fusion pour un pôle communiste-libertaire . . . 3 F 50
- UTCL: texte du congrès constitutif (mars 78):
  1. 68-78 une période clé pour la lutte de classe . . . . . 3 F
  2. Que proposer dans les luttes . . . . . 2 F
  3. Une organisation ouvrière pour le communisme libertaire . 3 F
- Les dossiers UTCL:
  1. La révolution allemande (1918-1919) . . . . . 1 F
  2. 38ème Congrès CFDT . . . . 1 F
  3. Armée: les charmes discrets de la grande muette . . . . . 1 F
  4. 2ème Congrès: fusion OCA-UTCL . . . . . 1 F
  5. La réduction du temps de travail . . . . . 1 F
- Spécial Pologne . . . . . 2 F
- Le droit à la caresse . . . . . 6 F
- Vivre et mourir à l'armée (92 pages) . . . . . 15 F
- Solidarnosc et la lutte des classes dans les pays de l'Est . . . . 5 F

Pour toute commande: frais de port en sus: 2 F 90.
Chèques à l'ordre des « Editions L », sans autre mention.

ÉDITIONS « L » B.P. 333 - 75525 PARIS CEDEX 11

Pour contacter l'UTCL

PARIS
Editions « L »
(sans autre mention)
B.P. 333
75525 PARIS CEDEX 11

RÉGION CENTRE-OUEST
ORLÉANS
« Lutter »
B.P. 1902
45008 ORLÉANS CEDEX

RÉGION SUD-OUEST
« La Mèche »
B.P. 30 20
31027 TOULOUSE CEDEX

RÉGION NORD:
U.T.C.L. LILLE
23 bis, rue de Fontenoy
59000 LILLE

RÉGION EST
Editions « L »
B.P. 3884
54029 NANCY CEDEX

HELP !

Un journal qui paraît avec deux mois de retard et sur la moitié de ses pages habituelles. La vérité est parfois amère, mais il faut bien la regarder en face: LUTTER ! est en crise (crise financière s'entend). Les raisons de cette crise sont doubles: du côté des coûts tout d'abord, une inflation considérable. Eh oui ! la crise ça existe aussi dans la presse. Et nous ne sommes pas les seuls à en faire les frais. Combien de journaux d'opinion n'ont pu se maintenir ces dernières années ? Mais difficultés aussi du côté des recettes. LUTTER ! n'a pas encore réussi à développer un réseau de lecteurs réguliers suffisamment nombreux. Il y a sans doute à cela bien des raisons. Mais nous en voyons au moins une, directement liée au difficultés financières chroniques du journal et qui nous enferme dans un cercle vicieux: LUTTER ! n'est jamais parvenu à paraître REGULIEREMENT et à stabiliser sa formule. D'où un journal souvent déséquilibré et, du fait de son irrégularité, auquel on hésite à s'abonner. C'est compréhensible. Mais cela nous conduit aujourd'hui à une situation critique.

Alors que faire ?

Il n'est pas question que LUTTER ! disparaisse. Pour l'instant sa parution est interrompue jusqu'à la rentrée. C'était de toute façon prévu: la sortie d'un numéro d'été est trop coûteuse, l'expérience l'a prouvé (c'est d'ailleurs une des premières raisons de l'apparition de nos difficultés). LUTTER ! reparaîta donc à la rentrée. Mais sous quelle forme et avec quelle périodicité ? C'est ce qu'il faudra décider. Nous ferons tout pour maintenir la formule actuelle. Mais cette décision vous appartient à vous aussi. Si vous pensez qu'un journal comme LUTTER ! a sa place, aidez-nous. Toute souscription, aussi minime soit-elle, et tout abonnement seront les bienvenus... Rendez-vous à la rentrée.

REFUSER LE PLAN D'AUSTÉRITÉ

Les mesures prises en avril par le gouvernement font partie d'une politique. Dans l'esprit de nos gouvernants, d'autres suivront. Ces mesures, cette politique, sont inacceptables.

Elles représentent à court terme pour les travailleurs:

– baisse du pouvoir d'achat pour la majorité d'entre nous, même dans les catégories les plus défavorisées,

– atteintes aux libertés de déplacement hors des frontières, qui touchent notamment les jeunes,

– emprunt forcé et inefficace.

Elles représentent une menace à moyen terme: la baisse de la consommation intérieure entrainera un ralentissement de l'activité et se traduira par plusieurs dizaines de milliers de chômeurs supplémentaires.

Elles sont inégalitaires malgré les apparences. Un nombre limité de travailleurs seront épargnés par certaines mesures. En revanche la majorité des travailleurs seront pénalisés par des mesures apparemment distribuées également pour tous, mais qui seront plus durement ressenties en bas qu'en haut de l'échelle sociale.

Ces mesures frappent les salaires et épargnent les profits. Elles vont à l'encontre des intérêts des travailleurs et s'inscrivent dans la continuité de la politique giscardienne d'austérité et de chômage.

Ces mesures ne peuvent être accueillies par les travailleurs par d'autres attitudes que le refus et l'action.

A ce titre, la timidité des réactions verbales des directions syndicales confédérales, et plus encore la faiblesse ou l'inexistence de propositions d'action à la hauteur de l'attaque, laissent les travailleurs seuls face à l'austérité.

L'argument de la crise et de la contrainte extérieure ne peut en aucun cas légitimer des mesures dont les travailleurs, les chômeurs, feront les frais, pour préserver les profits et le pouvoir des classes privilégiées de la société française.

La réticence à agir contre la politique du gouvernement de gauche, prétextée par la peur d'un retour de la droite, ne tient pas. En ne mobilisant pas les travailleurs sur leur terrain qui est celui de l'action, on permet à la réaction de confirmer sa remontée, en la laissant exprimer à contre nature le mécontentement populaire.

L'action est nécessaire, et compte tenu du caractère d'ensemble des mesures prises, on ne peut s'en tenir aux réactions locales. De grandes manifestations, une ou des grèves nationales de première ampleur sont indispensables. L'expérience a montré depuis le 10 mai 81 que le gouvernement ne prend pas, et ne prendra pas, des mesures importantes en faveur des travailleurs sans y être conduit et contraint par la mobilisation de la base. Il cède au contraire aux impératifs du profit et ménage les classes possédantes.

Sans l'action ouvrière, l'austérité et le chômage s'aggraveront toujours plus, et des mesures de rigueur se succéderont à l'infini.

Il faut donc impulser un vaste mouvement de refus de l'austérité, mais aussi de lutte offensive et concrète contre le chômage, les profits, les inégalités sociales et la hiérarchie de tout temps inacceptables à nos yeux, mais de plus en plus insupportables au grand nombre dans cette situation de crise.

Nous n'œuvrons donc pas seulement à court terme. Après le 1er mai qui devrait être une grande journée de démonstration unitaire contre le chômage, l'austérité et le racisme, il faudra continuer à peser dans la bataille durant tous les mois à venir, jusqu'à ce que la riposte ouvrière se hisse au niveau nécessaire.

Nous ne nous contenterons pas d'agir pour ce faire dans

les organisations syndicales pour qu'elles jouent leur vrai rôle, qui est de soutenir les intérêts des travailleurs et non ceux du PC et du PS. Nous travaillons aussi et surtout à la mobilisation à la base même, auprès des travailleurs et des travailleuses.

LE PLAN D'AUSTÉRITÉ ? IL NE FAUT PAS L'ACCEPTER, IL NE FAUT PAS L'AMENDER, IL FAUT LE REFUSER !

APPLIQUONS LA RIGUEUR DE L'ACTION A L'AUSTÉRITÉ CONTRE LES TRAVAILLEURS.

EDITO

● Le problème n'est pas de savoir si le gouvernement mène une bonne ou une mauvaise politique, bien qu'il en mène une mauvaise. Il est tiraillé entre le néo-protectionnisme et le rigorisme, tous les commentaires l'ont démontré.

Il suit la ligne sinueuse des compromis entre ces deux lignes, prend des mesures plus impopulaires qu'efficaces aux yeux de tous.

Le gouvernement fait preuve de beaucoup de maladresse, se contredit, use sa crédibilité.

Mais le problème est plus profond.

Il pourrait y avoir des mesures un peu moins ou un peu plus favorables aux couches les plus défavorisées, la « barre » pourrait être plus élevée, épargnant plus de travailleurs, et les ponctions pourraient être plus fortes en direction des couches les plus aisées. Toutes ces considérations sont importantes. Mais le plus important n'est pas là.

● La crise ne permet guère une gestion « morale » du capitalisme. Il faut que quelqu'un paye pour les autres dans une société fondée de tout temps sur les inégalités sociales et l'opposition d'intérêts.

La gauche est venue au gouvernement avec un crédit important, la confiance de ceux qui sont justement désignés par la droite « pour payer ».

La grande illusion s'estompe. La gauche au sommet de l'Etat capitaliste fait une politique capitaliste parce que, à sa tête, ON NE FAIT PAS ET ON NE PEUT PAS FAIRE autre chose.

Le PS aimerait bien livrer des mesures plus sociales. Si la situation économique le permettait, il le ferait. Et même dans la situation actuelle, il le pourrait sans doute un peu plus. Mais dans tous les cas on est obligé de revenir à une idée première, à une évidence qui crève les yeux au point que trop peu la voient: du sommet de l'Etat on peut décider de mesures « sociales », mais pas de mesures anti-capitalistes.

● L'Etat, c'est le corps central d'une société qui ne marche que selon les règles du profit, de la hiérarchie, de l'exploitation des travailleurs.

Même dans l'hypothèse absurde ou stalinienne où la gauche ait nationalisé toute l'économie, elle exercerait un pouvoir capitaliste et une exploitation envers les travailleurs au service d'une bourgeoisie d'Etat.

Il y a un mécanisme du pouvoir pour le pouvoir, une raison d'Etat en somme, qui pousse et poussera les socialistes, et plus problématiquement les communistes, à rester coûte que coûte au gouvernement, à exercer ce fascinant privilège, même si la politique menée ressemble de plus en plus au contraire de la politique promise.

Il n'y a donc pas UNE contrainte qui pèse sur la gauche. Il y en a DEUX. La contrainte du commerce extérieur, de la crise mondiale, c'est certain. Mais aussi l'autre « contrainte », qui explique pourquoi le gouvernement n'a pas fait, ne fera jamais une politique « au service des travailleurs »: c'est qu'exercer le pouvoir d'Etat c'est nécessairement opprimer et exploiter les travailleurs, c'est faire la politique des privilégiés, pas seulement parce qu'ils sont puissants dans le pays et partout dans l'Etat, pas parce que le gouvernement serait plein des meilleures intentions mais assiégé par les « 170 000 familles de milliardaires » pour reprendre le chiffrage du PCF, mais bien parce que l'Etat, le capital, le pouvoir centralisé, ont une logique commune, implacable, bien plus concrète que les intentions plus ou moins généreuses, plus ou moins sincères des dirigeants du PS et du PC.

● Il y a donc les intérêts du capitalisme et ceux des travailleurs. Au sommet de l'Etat, le gouvernement répond à ses fonctions qui ne sont pas de gauche ou de droite essentiellement, mais d'abord de gestion centrale du capitalisme et donc d'exploitation des travailleurs. Cela ne veut pas dire que les capitalistes sont indifférents. Ils voient avec plaisir la gauche « mener une politique de droite », mais ils pensent toujours qu'à cet égard la droite est plus compétente. Pourtant ils y gagnent peut-être.

Les travailleurs étaient soumis à une politique d'austérité avant le 10 mai 1981, cela il ne faut jamais l'oublier. Mais ils le sont encore et plus aujourd'hui et cela ils ne l'attendaient pas.

Alors il y a ce qui pourrait se passer.

Il y a ce qui se passe en fait.

Et il y a ce qu'il faut faire.

● Ce qui pourrait se passer. Beaucoup de camarades ont voté le 10 mai 81 pour la gauche sans se faire d'illusions mais pour « débloquer » la situation. C'est ce que nous disions alors: une défaite politique de la bourgoisie peut entrainer une remobilisation. « Peut entrainer » et non pas « doit entrainer », disions-nous avec prudence. Il faut se souvenir: alors le climat social était au plus bas, c'était le marasme total. Une « remobilisation », on y songeait en se souvenant bien sûr du Front Populaire: c'est la grève générale des travailleurs et non l'exercice serein du pouvoir par la gauche qui a permis d'arracher en juin 36 la semaine de 40 heures et les congés payés.

Mais l'Histoire ne se répète pas.

● Ce qui se passe: des mobilisations éparses, beaucoup d'attentisme et de résignation. Des conflits importants tout de même ont lieu grâce au climat politique créé le 10 mai; on ne peut pas oublier que l'exemple de la révolte des OS de l'automobile tient aussi à cela et que des forteresses de l'arbitraire ont été enfoncées; même s'il n'y avait eu que cela, ça valait la peine. Mais le climat général n'est pas à la remobilisation massive.

Il y a pire. Les municipales l'ont révélé. La désillusion des couches populaires entraine une décomposition lente des mentalités aux effets redoutables. Ainsi se dégagent notamment trois mouvements profonds:

– Un glissement à droite d'une part non négligeable des couches populaires, des travailleurs. Cela ne passe pas seulement par un changement de vote. Le progrès du RACISME est un signe inquiétant. C'est la crise, et puisque « quelqu'un doit payer », la victime est toute désignée. La droite en a fait son cheval de bataille et c'est une raison supplémentaire de se battre contre son retour au pouvoir. Mais la gauche elle aussi y a sacrifié, à mots couverts.

– Une intégration de la crise par beaucoup. Hier, on l'identifiait à la politique de la droite au gouvernement bien plus qu'au système lui-même. Après les illusions, il s'opère un retour aux « dures réalités » accrédité par les discours

gouvernementaux.

– Une radicalisation devant les promesses non tenues. Une radicalisation qui ne trouve hélas pour s'exprimer que des revendications défensives préservant les acquis et des luttes locales ou par branche.

Nous assistons donc à une décomposition progressive des consciences ouvrières. L'illusion réformiste d'un changement dans la société par un gouvernement de gauche résiste mal à l'épreuve des faits, mais comme cette illusion était largement partagée, et qu'il n'y a pas d'alternative fortement avancée parmi les travailleurs, nous vivons une sorte de « défaite de la classe ouvrière » bien qu'elle n'ait pas vraiment engagé la bataille, mais plutôt délégué à d'autres – les partis – le soin de la mener.

A ce train, ou bien la droite reprndra tranquillement sa place aux prochaines échéances électorales décisives, ou bien la gauche mènera une politique si éloignée des promesses, même discutables, du début, que ce sera du pareil au même.

● Que faut-il faire ?

Nous n'acceptons pas le vent de défaitisme qui s'est emparé de beaucoup de militants ouvriers. De la part des militants du PS et du PC, c'est compréhensible. De la part des révolutionnaires, des autogestionnaires, de tous ceux qui se situaient par exemple « à gauche de la gauche », ça l'est moins.

Nous ne sommes pas aveugles, nous connaissons les difficultés du moment.

Pourtant nous affirmons que l'on peut retourner progressivement la situation.

● Si le système est en crise, cela ne signifie pas seulement que les travailleurs sont plongés dans les difficultés. C'est tout l'appareil productif, toute la société capitaliste qui est atteinte, emportée dans des remous incontrôlables, rendue très vulnérable même si certains secteurs puissants tirent profit de la situation. En France cette vulnérabilité est sensible; comme l'atte te l'affollement des classes possédantes devant la défaite de la droite en 81 et surtout la crainte des explosions sociales qui n'ont pas encore eu lieu. Elles se sont ressaisies, mais les causes de leur inquiétude continuent à croître. Certes, tout le système n'est pas en faillite. Mais des pans entiers le sont et ça compte. Et puis des lignes de rupture dangereuses apparaissent à l'horizon, qu'il s'agisse de l'impossibilité d'assurer à terme la couverture sociale, le chômage et la sécurité sociale, ou qu'il s'agisse de l'impossibilité définitive pour les Etats débiteurs du tiers-monde d'honorer leurs dettes.

La crise est bien là et ils y sont eux aussi plongés. Tous nos coups peuvent porter.

« Objectivement » donc la situation est propice à l'action puisque les adversaires sont dans un état critique.

● Si la « remobilisation » ne se fait pas, c'est à cause du désarroi où se trouvent plongés les travailleurs. C'est à cause du « glissement à droite » et de l'intégration de la crise dont nous avons parlé. C'est aussi à cause, il ne faut pas l'oublier, de l'attitude des directions syndicales qui tiennent de fait, aujourd'hui, les clefs de la remobilisation et qui jouent, qui s'en étonnerait, aujourd'hui encore la carte du consensus face à la crise et à l'austérité. C'est aussi à cause du manque de perspectives dans une situation qui apparaît à beaucoup comme bloquée.

Il faut inventer du neuf, dégager une ALTERNATIVE, des objectifs unifiants qui permettent des remobilisations et de nouveau l'espoir.

● L'alternative ne passe pas seulement par la pratique quotidienne, elle ne passe pas non plus seulement par un beau projet politique. Il faut les deux pour redonner confiance aux milliers de militants qui constituent le fer de lance de l'action, et pour animer les luttes de pans entiers de la classe ouvrière.

Qui peut avancer dans ce sens ? Nous. Pas seulement les communistes libertaires qui ne sont en nombre qu'une goutte dans la mer, mais toutes celles et ceux qui ne partageaient pas les illusions de mai 81 et qui pensent que les vrais changements sont dans les mains des travailleurs.

Dans quel sens ? Dans le sens de l'alternative autogestionnaire et de la rupture avec le capitalisme. A cette rupture un objectif: la société autogérée. Mais pour que cette perspective révolutionnaire devienne crédible, il faut remplir des conditions indispensables qui ne viendront pas des livres ou des paroles, mais de la pratique de luttes autogestionnaires par un très grand nombre de travailleurs.

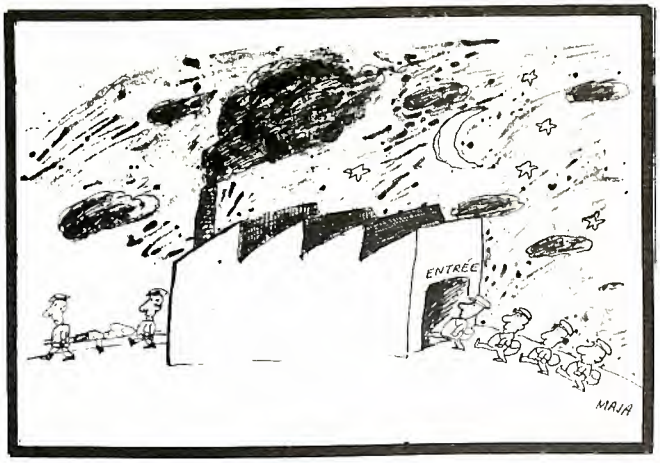
● Souvenons-nous de Lip. Reprenons le meilleur de toutes les idées charriées depuis 1968. Confrontons-les aux réalités présentes. Il faut faire entrer l'utopie dans la vie quotidienne, même à la plus petite échelle, celle du bureau, de l'atelier, de l'immeuble. C'est par de petits changements concrets, IMPOSÉS PAR UNE PRATIQUE AUTOGESTIONNAIRE que nous construirons patiemment les bases d'un espoir nouveau.

– Arracher des emplois ?
– Maintenir et faire progresser le pouvoir d'achat ?
– Changer les conditions de vie et de travail ?

Gagnons par des pratiques autogérées, des pratiques de contre-pouvoir, un syndicalisme autogestionnaire, la prise en main de la lutte et de leur environnement par les gens eux-mêmes. Tels sont à nos yeux les éléments de l'aspect pratique – et donc premier – d'une alternative nouvelle, qui reste certes à préciser et à concrétiser, mais qui permette de refuser l'austérité et la crise, en trouvant les nouveaux leviers de la mobilisation des travailleurs.

SLT

Usinor Dunkerque



INTERVIEW RECUEILLIE
LE 24 JANVIER 1983
A GRANDE SYNTHE
PAR : U.T.C.L.-NORD...

Le 4 juin 1982 commence, à la suite d'un dramatique accident, un long conflit à l'usine de Dunkerque USINOR. Révélateur sur la situation économique et syndicale dans une grande entreprise nationalisée, ce conflit nous a incité à interroger Franz FLATISCHLER, militant du SYNDICAT DE LUTTE DES TRAVAILLEURS (le S.L.T.) de cette usine qui a fait l'objet d'une procédure de licenciement contestée, et Jean-Claude BOIN, militant de cette organisation et travailleur d'Usinor.

LUTTER !: Franz FLATISCHLER, militant syndicaliste d'USINOR-DUNKERQUE, fait l'objet d'une procédure de licenciement engagée par la direction de l'usine à la suite d'un double accident mortel du travail. Pouvez-vous nous rappeler les faits ?

S.L.T.: C'est le 4 juin 1982 que se produit l'accident sur une machine de coulée continue à l'aciérie N° 2. Pour une raison pas précisément déterminée une réaction se produit hors de la coulée dans une poche contenant 250 tonnes d'acier à 1500°, projetant de l'acier sur les couleurs postés en dessous et provoquant la mort de deux d'entre eux, quatre sont brûlés gravement.

L'accident est prévisible: depuis août 1981, 10 mois plus tôt, le S.L.T. dénonce les risques à la coulée, notamment par plusieurs tracts, l'inscription au cahier « dangers imminents », le signalement du problème lors d'une visite de l'usine par J. RALITE, ministre de la Santé, le S.L.T. demande toujours la modification du podium de coulée.

En bref, dans le cadre de la restructuration de la sidérurgie, la direction décide de mettre en place en 1981 un nouveau procédé de coulée permettant d'améliorer la qualité de l'acier. La coulée à jet protégé consiste à la pose d'un tube réfractaire à la sortie du trou de coulée du fond de la poche contenant l'acier, ceci pour faire couler l'acier sans qu'il entre en contact de l'air directement dans les lingotières (moules) et pour éviter l'oxydation. Deux solutions techniques sont possibles:

– la 1ère suggérée par un technicien consiste à automatiser la mise en place du tube sans avoir à modifier le podium (sorte d'estrade permettant à certains couleurs de travailler à hauteur de la poche pendant que d'autres travaillent en dessous). Le podium constituant un toit au-dessus des couleurs. Cette solution est refusée par la direction qui lui préfère la solution du service technique des acieries (STA) fraîchement créé et dont c'est le 1er problème à résoudre.

– la 2ème solution consiste à une mise en place manuelle du tube nécessitant de modifier le podium ce qui a pour conséquence de supprimer le toit aux couleurs qui n'ont donc plus de protection en cas de projection ou débordement d'acier. C'est une cause des tragiques accidents.

Franz appartenant à l'équipe est témoin de l'accident; aussitôt le S.L.T. se porte partie civile contre monsieur MARCUS, directeur de l'aciérie et monsieur MAILLY, directeur de l'usine. Leurs responsabilités étant établies par le fait que, prévenus depuis plusieurs mois, ils n'en ont pas tenu compte et n'ont rien modifié.

Quelques jours plus tard, la direction monte un coup pour licencier FRANZ..., témoin gênant...

LUTTER !: Au-delà de la préférence donnée à la solution des techniciens par rapport à celles des travailleurs, raison symbolique en soi, y a-t-il aussi une raison de coût ?

S.L.T.: Non, le choix est essentiellement celui des technocrates et s'inscrit dans l'ensemble de la restructuration de la sidérurgie et le plan-acier de 1982. Le plan-acier 1979 vise à répartir les productions et marchés de l'acier à l'échelle de l'Europe; il se traduit par la suppression des usines non conformes au schéma de répartition comme DENANIN et LONGWY; par une diminution des capacités de production en France et le renforcement des centres de DUNKERQUE et FOS.

Le plan-acier 1982 vise cette fois à une répartition au niveau mondial entre pays du tiers-monde, nouveaux producteurs et les pays sidérurgistes anciens. En Europe, cela se traduit par l'abandon de certains marchés au profit du tiers-monde et le développement d'acieries à haute technologie: les vieilles usines comme VIREUX sont démantelées au profit de grosses unités de production comme DUNES, USINOR D. et FOS. Il en résulte la recherche de la meilleure qualité pour des aciers plus chers tout en diminuant des coûts de production. Ainsi, à DUNKERQUE, les effectifs devraient passer de 10 200 en 1983 à 7 000 !!! en 1990, et ce, au prix d'investissements énormes: 3 milliards de francs. L'augmentation de productivité glorifiée par la C.G.T. se traduit par le passage de quatre hauts fourneaux à deux, de deux acieries à une, de trois agglomérations à une.

LUTTER !: Et pourtant le dernier né, le H.F. 4, est réputé pour ses pannes... ?

S.L.T.: En effet, ça fait 6 mois qu'il ne marche plus. Au total les effectifs diminuent, les salaires stagnent, les charges de travail et la productivité augmentent à la faveur en particulier de la réduction du temps de travail qui permet de baisser les salaires et de liquider les secteurs entretiens.

La 5ème équipe va permettre de diminuer les effectifs dans les équipes car il n'y aura pas d'embauche, d'augmenter la productivité et de liquider certains secteurs (l'acierie 1 par exemple).

LUTTER !: Les entreprises nationalisées sont des « laboratoires d'expériences » et de « concertation ». La nationalisation a changé quoi ?

S.L.T.: Pour les travailleurs rien, il y a eu nationalisation mais ce sont toujours les mêmes (capitalistes et Etat) qui ont le pouvoir. Les nationalisations ont été faites d'un point de vue strictement économique (contrairement à ce que les syndicats traditionnels, partis de gauche ou autres pensent en les présentant comme « acquis des travailleurs ».

Les nationalisations ont été faites pour soulager le capitalisme de certains de leurs secteurs en crise nécessitant une profonde restructuration. Pour la sidérurgie c'est typique:

– on supprime les dettes des « maisons-mères » envers l'État,

– l'État prend à sa charge complète l'orientation et le coût de la restructuration.

Seulement au niveau de la gestion, les directions ont entière autonomie; *un exemple*: concernant le licenciement de Franz et sa réintégration, le ministère de tutelle (qui est celui de l'Industrie) et M. Chevènement ne font qu'un pour nous répondre qu'ils n'ont aucun pouvoir pour intervenir dans la gestion des entreprises nationalisées et en l'occurence d'USINOR car il y a autonomie de gestion.

La nationalisation se résume pour l'État à tirer les lignes de la restructuration et à mettre la main au porte-monnaie (9 milliards de francs pour USINOR). Quant au social, ça empire, et ce qui est fait (soi-disant « droit d'expression du travailleur », conseil d'atelier...) ne vise qu'à intégrer les syndicats et les ouvriers dans la collaboration de classe... sur les objectifs de la direction...

LUTTER !: Y a-t-il des actions importantes au niveau syndicats à Usinor-D ?

S.L.T.: Il n'y en a plus. Avant. elles demandaient des augmentations de salaires et l'augmentation du pouvoir d'achat en demandant par exemple « 500 F » uniformément. Aujourd'hui la C.F.D.T. est pour le partage des salaires, la C.G.T. dit « c'est pas assez, on veut plus » et alors, on ne fait plus rien. De même pour la réduction du temps de travail, la revendication de la 5ème équipe imaginée à Dunkerque en 1970 voulait dire 2500 embauches, depuis 1981 elle veut dire 3000 licenciements et personne ne remet cela en cause; aucun syndicat ne demande que la 5ème équipe s'accompagne d'embauches au lieu de réorganisations et baisses de salaires. Le S.L.T. est le seul à dénoncer cela et à se battre contre cette 5ème équipe.

LUTTER !: Franz FLATISCHLER appartient au S.L.T. créé ici il y a 2 ans; qu'est-ce que c'est que le S.L.T. ?

S.L.T.: C'est l'aboutissement de la lutte des classes à DUNKERQUE. Des années 60, période de création de Dunkerque, à 1979, la combativité ouvrière est très forte dans l'usine, chaque année, au mois 1 mois de grève et de nombreux conflits. La section C.F.D.T. y est très forte et revendique la 5ème équipe, s'oppose aux accidents du travail..., autour des militants issus des luttes. Derrière la section, un courant de travailleurs combatifs et conscients... En 1979, lors de la 1ère restructuration, des divergences apparaissent à propos de la réduction des horaires de travail, notamment autour des équipes d'entretien, puis surtout à l'égard des problèmes de LONGWY. Comment lutter contre le plan-acier ?, comment s'organiser dans USINOR ?, quelles luttes concrètes ? Cela correspond aussi au recentrage de la C.F.D.T., la confédération accepte les fermetures et exclut les opposants, surtout dans les unités qui doivent continuer (à LONGWY, ils comptent sur la fermeture de l'usine).

L'exclusion brise le courant combatif, désempare les militants, désorganise les travailleurs.

LUTTER !: La stratégie politique de l'organisation a prévalu sur la combativité des travailleurs ?

S.L.T.: Oui, à ce moment tout casse, dans la section de 800 adhérents et 100 collecteurs qui se réunissent tous les 2 ou 3 mois. Les gens, écœurés, hésitent alors entre la création de quelque chose de nouveau, conforme à leurs expériences, et l'adhésion à la C.G.T. Très vite, une 2ème cassure, car nous retrouvons vite nos divergences de militants avec cette organisation éclatée en syndicats autonomes sur l'usine. De plus, au-delà du discours, des divergences concrètes apparaissent sur la question de l'organisation des intérimaires, puis, lors de la 1ère tentative de licenciement de Franz. La plupart des adhérents C.G.T. des acieries quittent alors le syndicat, écœurés. N'acceptant pas de remettre en cause notre orientation, ni de nous taire, sans illusion sur le débat interne à la C.G.T., nous créons le S.L.T.

Pour nous, le syndicat doit être le lieu d'organisation des travailleurs et non le domaine des délégués. La décision de créer un nouveau syndicat a été prise dans la perspective de *sauvegarder la courant combatif qui existe encore*. En existant, le S.L.T. permet de continuer à faire qu'il y ait une information, un débat sur ce qui se passe dans l'usine, de maintenir sa richesse passée; par exemple, dans le débat pour ou contre la 5ème équipe, de nombreux travailleurs refusent aujourd'hui la 5ème équipe car ils ont compris tous les dangers qu'il y avait derrière. Nous sommes également le seul syndicat qui *bien que n'ayant pas de délégués* s'attaque à la direction sur les problèmes de sécurité et d'accidents...

LUTTER !: Aujourd'hui le S.L.T. est implanté dans l'usine ?

S.L.T.: Le S.L.T. a 130 adhérents. Il faut voir que dans un climat de désyndicalisation général, sans délégués, sans moyen de déplacement et avec la répression, notre courant se renforce indiscutablement.

En mars 1981 près de 300 ouvriers votent pour le S.L.T. avec des bulletins pirates: de quoi obtenir un siège avec 2 délégués. En mars 1982 nous appelons à l'abstention pour obtenir un 2ème tour, le taux de votants passe de 71 à 61%, aux élections du CE en octobre 1982 il passe à 55% d'exprimés, depuis 2 ans, il n'y a plus le quorum aux acieries.

LUTTER !: Quels sont vos moyens d'action dans l'usine ?

S.L.T.: Dans l'usine, le S.L.T. est toujours semi-clandestin. Officiellement il existe (déclaration légale, statuts déposés, reconnaissance par l'inspection du travail), mais la direction et les autres syndicats nous nient. Notre apparition se fait essentiellement au moyen de tracts, prises de paroles... La reconnaissance par les travailleurs est de plus en plus importante à en juger le nombre d'adhérents (1er syndicat ouvrier ?) malgré le frein que constitue l'absence de reconnaissance officielle. Ainsi, aux 1ères élections les bulletins pirates nous auraient donné à eux seuls 1 siège et depuis l'abstention ne cesse de croître, à notre appel.

LUTTER !: Sur les problèmes actuels (accidents du travail, licenciement de Franz) quelles sont les réactions des travailleurs et des syndicats ?

S.L.T. : Le 4 juin, jour de l'accident, le S.L.T. porte plainte contre la direction et lance une campagne de presse, Franz est nommé représentant au S.L.T. auprès du juge d'instruction. Le 15 juin, la direction interdit à Franz, témoin de l'accident, et à Pierre SURAY, membres du S.L.T., de rentrer dans l'usine avec leurs voitures personnelles et on leur refuse la vignette d'entrée. Leurs camarades d'ateliers se mettent en grève pendant 3 h 30 et s'élèvent contre cette discrimination syndicale liée à l'accident.

Le 22 juin, Franz reçoit une lettre de licenciement, les ouvriers des convertisseurs font grève 8 heures et sont pointés absents sans motif car il serait illégal de se mettre en grève par solidarité avec un travailleur.

Le licenciement de Franz a pour but de briser le S.L.T., de déconsidérer Franz (délégué du S.L.T.) alors que la C.F.D.T. et la C.G.T. se contentaient de porter plainte « contre X » et se désolidarisaient du S.L.T. La direction, avec la complicité de la C.F.D.T. et de la C.G.T., tente de liquider le S.L.T. et le courant combatif.

La C.F.D.T. appuie et défend la direction dans le problème de l'accident ; son secrétaire, DEROO, est prêt à attaquer le S.L.T. et justifie les choix de la direction alors que la C.G.T. se contente de dénoncer sans pouvoir agir pour ne pas reconnaître le S.L.T. En juillet ont lieu la grève de la faim de Franz, l'occupation du ministère du Travail, de la communauté urbaine de Dunkerque, du conseil municipal de Lille. Le 13, l'inspecteur du travail refuse le licenciement.

En septembre, le H.F. 4 explose, provoquant de gros dégâts et stoppant la production pour 6 mois.

LUTTER ! : Il faut ici préciser pour la petite histoire que les qualités du H.F. 4 ont servi à justifier la fermeture de DENAIN...

S.L.T. : Absolument, il faut dire aussi qu'on ne compte plus les accidents et qu'on en est à 98 morts par accident de travail. Fin 82 la mobilisation se poursuit et des comités de soutien pour Franz sont créés à LILLE et PARIS. La communauté urbaine de DUNKERQUE et la direction d'USINOR sont occupées, le colloque du P.S. sur la nationalisations interrompues, une conférence de presse de CHEVENEMENT perturbée...

La direction intente plusieurs procès pendant l'été pour faire sauter les protections sociales de Franz avec l'appui de la C.F.D.T. et de la C.G.T. ; en novembre le tribunal d'instance lève cette protection tandis que les prud'hommes refusent le caractère de « grève » au mouvement collectif des travailleurs. Le 27 décembre, la direction licencie, malgré le refus de l'inspecteur du travail. Le S.L.T. refuse la décision et depuis janvier, Franz va réclamer du travail dans son équipe et participe aux réunions de secteurs. Malgré les moyens utilisés par la direction pour l'en empêcher. Si la direction obtient en référé l'expulsion, elle n'ose pas appeler les flics de peur de déclencher une grève.

Aujourd'hui, nous demandons le départ du directeur, MAILLY, et du directeur du personnel, SALMON. Dans cette entreprise nationalisée, « fleuron social », la balle est dans le camp du gouvernement : ou il est capable de faire respecter la loi ou il se dévoile.

Le 20 janvier, nouvel accident à l'acierie N°.2, un travailleur tombe de 17 mètres après la rupture d'une rembarde. Le même accident avait eu lieu en 1971 mais rien n'a été fait. Le 4 février, il devient le 99ème mort. Le S.L.T. appelle à la grève pour la sécurité et pour leurs camarades, la C.G.T. aussi : la direction pointe les grévistes, « absence sans motif », mais le S.L.T. attaque la direction pour faute « inexcusable » ; le ministère de l'emploi attaque USINOR pour entrave à la législation sur l'emploi et pour discrimination syndicale. Le S.L.T. attaque SALMON en citation directe pour les mêmes motifs. Le 26 février le S.L.T. et ses comités de soutien de PARIS, LILLE et DUNKERQUE interpellent MAUROY à LILLE. Simultanément, la cour d'appel de DOUAI connue pour ses positions patronales, délibère sur l'astreinte de 1000 F par jour, et fin mars donne raison à la direction. Les 23 et 24 mars les élections des délégués du personnel se traduisent par une augmentation de l'abstention à l'appel du S.L.T. et permettent de considérer le S.L.T. comme la 2ème organisation syndicale ouvrière d'USINOR derrière la C.G.T. mais devant la C.F.D.T., F.O. et la C.F.T.C.

Pour le S.L.T. l'action et la mobilisation sont payantes et se poursuivront pour le respect des droits et de la dignité des travailleurs. ■

LA BAIONNETTE DANS L'ENCRIER (suite).

Après le contrôle des manuels scolaires par le ministère de la Défense afin d'en extirper tout contenu « scandaleusement antimilitariste » (voir LUTTER N° 2), nous avons eu droit au protocole d'accord Hernu-Savary (voir LUTTER N° 3) dont le but est de créer une symbiose entre l'éducation nationale et l'armée.

Cela fait déjà six mois que les ministres de la Défense et de l'Éducation nationale, dernièrement reconduits dans leurs fonctions, ont signé ce protocole. Six mois déjà, et qu'avons-nous observé ? dans un silence sépulcral, des voix se sont faites entendre ; celles des libertaires, des anti-militaristes, des pacifistes, des objecteurs, de la ligue des droits de l'homme puis celles de quelques syndicats.

Il serait illusoire de s'imaginer que l'unanimité se soit faite contre cet accord : certains groupes, associations et syndicats comme le SNI-PEGC ont « apprécié le protocole d'accord Hernu-Savary » de même que la FEN qui « partage donc les objectifs du protocole d'accord interministériel » (« l'enseignement public », oct. 82). La FCPE (rédération des parents d'élèves) du Tarn pour sa part « pense que l'armée peut intervenir (dans les écoles) mais au même titre doit pouvoir intervenir dans un mouvement d'objecteurs de conscience », afin « que nos enfants ne soient la proie d'aucune idéologie privilégiée par quelque pouvoir que ce soit ». De même, le SNES adopte une position mitigée en expliquant « que si cette éducation civique n'exclut pas dans le respect du pluralisme et de la laïcité la participation à titre d'intervenants extérieurs les militaires, elle relève dans les établissements scolaires de la responsabilité de l'éducation nationale et des enseignants » (« US », janvier 83). Du côté des enseignants, toujours, le SGEN CFDT, poussé par les réactions violentes et immédiates de ses sections syndicales telles que par exemple celles du Tarn, de Maine-et-Loire, du Limousin, du Loiret, de Créteil, de Paris, etc., a pris fermement position contre « ce protocole (qui) ouvre largement les portes de l'école à la propagande des militaires » et aux « valeurs véhiculées par l'armée : machisme, nationalisme, légitimation de la violence » (SU du 22 mars 83).

L'important maintenant, c'est de se battre pour que soit portée à la connaissance de tous cette tentative sans précédent de la militarisation de l'enfance. Faire circuler l'information c'est empêcher les KAKIS de nous endoctriner dès le berceau. ■

dossier

cent ans après MARX POUR QUOI FAIRE ?

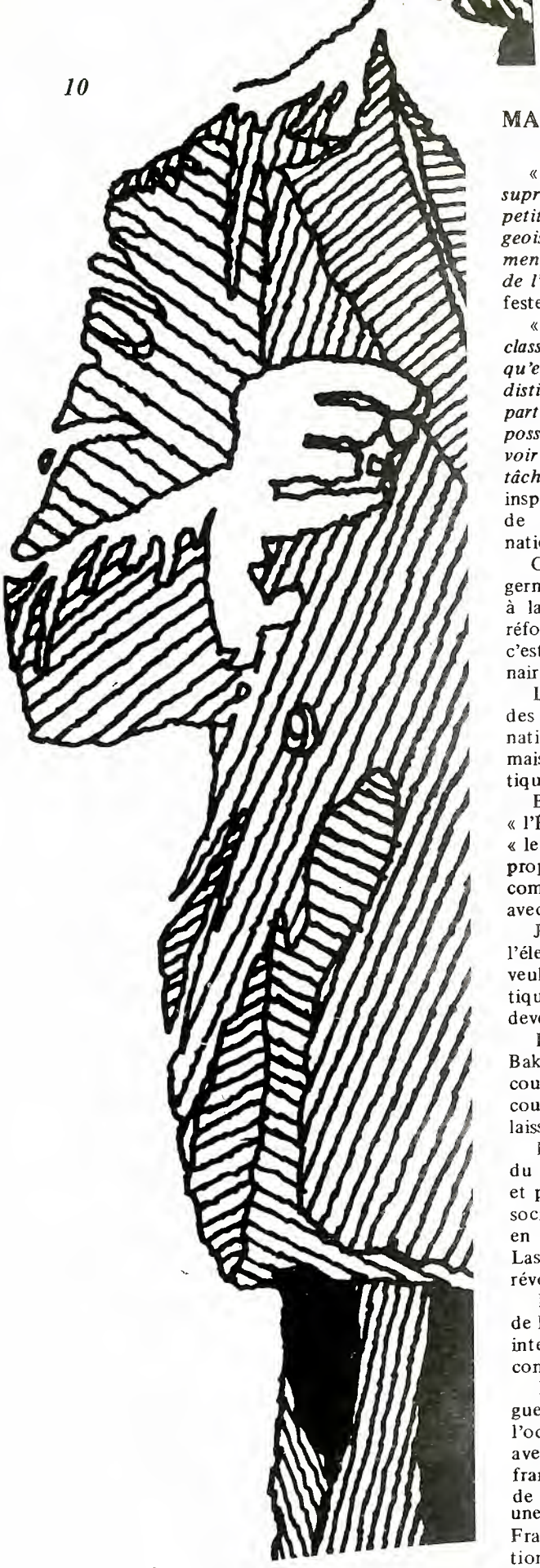
Marx est mort en 1883. Cent ans après, la tentation est grande de l'enfermer une fois pour toutes au musée. L'an 2000, c'est dans 17 ans. Tout ou presque a changé. Bref, à la question « Marx ça sert à quoi aujourd'hui ? », on pourrait très bien répondre : « à rien ».

Seulement, le « marxisme » est encore bien vivant. Des millions d'hommes subissent des régimes bureaucratiques qui les oppriment et les exploitent au nom du marxisme ; des millions d'autres hommes souffrent sous le joug de dictatures « anti-marxistes » et de l'impérialisme occidental. « Marx ça sert à quoi aujourd'hui ? », « ça sert à opprimer les peuples », « ça sert aux peuples pour lutter contre leurs oppresseurs ». Bigre.

Marx ne servirait à rien ? Voire. Ouvrez la télé, lisez n'importe quel journal, feuilletez un nouveau manuel d'histoire, écoutez attentivement même les plus « anti-marxistes » des militants, vous trouvez toujours des points de vue épars et déformés mais bien vivants de Marx. Marx est partout ! Ça ne veut pas dire que Marx « ça peut servir » si on veut lutter pour renverser cette société, mais en tout cas on ne le contournera pas si facilement.

Nous, nous ne sommes pas « marxistes ». Mais nous ne sommes pas non plus des anti-marxistes viscéraux.

Un autre point de vue est possible.



MARX ÉTATISTE

« *Le prolétariat se servira de la suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat...* » (Marx et Engels, le manifeste communiste, 1847).

« ... *le prolétariat, en tant que classe, ne peut jouer un rôle actif qu'en constituant un parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis politiques formés par les classes possédantes.* » « *La conquête du pouvoir politique devient le devoir et la tâche suprême du prolétariat.* » (Motion inspirée par Marx, adoptée au congrès de La Haye de l'Association Internationale des Travailleurs, 1872 (1).)

C'est clair: on trouve chez Marx les germes mêlés qui donneront naissance à la social-démocratie, c'est-à-dire au réformisme étatiste, et au léninisme, c'est-à-dire à l'étatisme révolutionnaire.

Les mises en garde et les critiques des anti-autoritaires de la Ière Internationale (l'AIT) sont étonnamment, mais en somme logiquement, prophétiques.

Bakounine (2), s'en prenant à « l'État populaire de Marx » évoquait « le régime de caserne » de l'État propriétaire de « tout le capital » et commanditaire de « tout le travail » avec sa nouvelle « classe privilégiée ».

James Guillaume (3), à propos de l'électoralisme, dénonçait « ceux qui veulent la conquête du pouvoir politique, la main-mise sur l'État, veulent devenir des bourgeois à leur tour ».

La pensée de Marx (comme celle de Bakounine d'ailleurs) est certes beaucoup moins cohérente et du même coup beaucoup plus riche que ce que laisse paraître l'imagerie « marxiste ».

Il subit au moins la triple influence du communisme étatique autoritaire et putchiste préconisé par Blanqui, du socialisme réformiste qui se développe en Allemagne sous la direction de Lassalle, et des critiques du socialisme révolutionnaire de Bakounine.

En 1871, lorsque éclate la Commune de Paris, des pans entiers de la première internationale sont déjà gagnés au combat anti-autoritaire.

Marx, qui avait d'abord vu dans la guerre entre l'Allemagne et la France l'occasion d'en finir définitivement avec le proudhonisme (4) des ouvriers français, a dû fléchir devant la puissance de l'exemple des communards. Il écrit une « adresse », la « guerre civile en France », où il développe une conception de la réorganisation de la société très proche de celle de Bakounine.

Tactique ou réelle, cette « conversion » a duré le temps d'un texte.

L'influence de Marx vieillissant, prolongée par Engels jusqu'à la fondation de l'internationale social-démocrate, la 2e internationale, n'en finira pas de promouvoir le rôle de l'État centralisateur et dictatorial dans la construction d'un socialisme soumettant en fait les travailleurs à la direction éclairée des détenteurs de la science socialiste.

Un siècle est passé.

Les désastreux échecs de toutes les expériences « socialistes » étatistes dans le monde, réformistes ou révolutionnaires, l'asservissement de centaines de millions d'hommes et de femmes passés ainsi de la domination féodale ou bourgeoise à la domination bureaucratique, l'expérience donc, apporte aux critiques des libertaires une confirmation massive.

Ce n'est pas seulement l'exemple de l'URSS, de la Chine ou de la Pologne qui démontre l'erreur étatiste. L'autre face, l'étatisme électoraliste et réformiste, a fait elle aussi ses preuves. Elle démontre que la conquête du pouvoir politique par le « parti des travailleurs » ne peut pas entrainer directement le renversement du capitalisme.

Il est clair qu'il faut mettre en œuvre un projet radicalement différent du socialisme, où les travailleurs ne soit pas assujettis à une bureaucratie centralisatrice, mais où soit réalisée au contraire l'autogestion généralisée, l'autogestion des usines, des communes, mais aussi l'autogestion de bas en haut de la société entière.

Alors, à quoi peut bien servir Marx étatiste aujourd'hui ? A rien de neuf et d'émancipateur. Il faut le combattre, le battre, l'achever !

Mais Marx, ce n'est pas seulement cela.

MARX ET LE MATÉRIALISME HISTORIQUE

Marx a mis en lumière une conception tout à fait nouvelle de l'histoire et des sociétés: le matérialisme historique.

« *Dans la production sociale de leur existence, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté; ces rapports de production correspondent à un degré donné du développement de leurs forces productives et matérielles. L'ensemble de ces rapports forme la structure économique de la société, la fondation réelle sur laquelle s'élève un édifice juridique et politique, et à quoi répondent des formes détermi-*

nées de la conscience sociale. Le mode de production de la vie matérielle domine en général le développement de la vie sociale, politique et intellectuelle. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience. A un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en collision avec les rapports de production existants, ou qui n'en sont que l'expression juridique. Hier encore, formes de développement des forces productives, ces conditions se changent en de lourdes entraves. Alors s'ouvre une ère de révolution sociale. »

Marx préface à la « contribution à la critique de l'économie politique ».

Le matérialisme s'exprime clairement: « c'est l'existence sociale des hommes qui détermine leur conscience ». Marx développe une certaine vue de l'organisation de la société où les conditions économiques constituent la base déterminante, l'infrastructure, sur laquelle s'édifie « la superstructure », c'est-à-dire les formes juridiques, politiques, religieuses, philosophiques, etc., de la société.

Le matérialisme historique est pétri de dialectique empruntée au philosophe idéaliste Hegel, mais « remise sur ses pieds » par le matérialisme de Marx. Une conception dialectique, c'est une conception du mouvement, des transformations profondes que les sociétés humaines ont connu et qu'elles connaîtront, transformations dont le moteur sont les contradictions sociales.

Il s'agit notamment des contradictions entre l'« infrastructure » et la « superstructure » évoquées plus haut. Et plus encore, de la lutte de classes. Et enfin de la contradiction entre « les rapports de production » (les rapports des hommes entre eux dans la production et des hommes aux moyens de production) et les « forces productives » (moyens de production, technologies, force de travail).

Marx décrit une succession de « lois » de l'histoire sociale, illustrée par une analyse minutieuse du capitalisme de son temps.

Il définit ce qui est à ses yeux la « contradiction principale » du système capitaliste: « la socialisation du travail et la transformation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné » (Le Capital).

La faiblesse de Marx, c'est d'avoir ouvert la voie à une nouvelle religion.

Mettre une analyse scientifique de la société au service du socialisme, c'est une chose. Faire du socialisme l'argument qui permet de distinguer le vrai du faux sans réponse, c'en est une autre. La « science » marxiste devient alors un moyen de fonder son pouvoir pour une minorité de faux, ou éventuellement de vrais « savants », dirigeant au nom de cette science innaccessible aux travailleurs.

Après Marx, tout un mécanisme de pouvoir s'est ainsi développé. Un mécanisme proprement religieux où les confréries « marxistes » les plus diverses invoquent comme des vérités éternelles les écritures saintes de Marx et Engels. Pensant à reculons, ces églises marxistes ne pouvaient et ne peuvent faire un pas sans chercher dans Marx le psaume justificateur.

Si durant les premières années du marxisme après Marx une pensée encore vivante, bien que passablement dogmatique, s'est maintenue, la prise du pouvoir en Russie a définitivement fait basculer vers le dogme immobile et souverain, justifiant les décisions bureaucratiques.

Une pensée marxiste plus critique et plus ouverte aux évolutions n'a pu subsister qu'en marge. Encore n'est-elle pas, elle non plus, débarrassée d'une démarche dogmatique.

Il y a dans ces cent ans d'après Marx une apparente absurdité, puisqu'une recherche scientifique est par définition ouverte aux remises en causes permanentes, apportée par l'expérience historique et par l'approfondissement de la recherche. Ainsi, quel qu'ait été le dogmatisme de Marx lui-même, sa prétention à tout expliquer par les lois qu'il établissait, le marxisme post-Marx a tout de même fossilisé sa pensée et, se faisant, l'a non seulement trahie, mais encore assassinée.

Marx a dit: « ce qui est sûr, c'est que moi je ne suis pas marxiste », et c'est vrai que suivre l'exemple de Marx c'est ne plus dire un siècle après, dans des conditions transformées, les mêmes choses que lui; c'est ne pas arrêter à l'année 1883 la recherche de fond pour se contenter ensuite « d'actualiser », « d'approfondir » ou de « systématiser » ce qui a été écrit alors par un homme si génial fut-il. « Suivre » Marx, c'est donc le dépasser.

MARX ET LES LIBERTAIRES: UN FOND COMMUN

Un courant ouvrier porte la critique de Marx depuis les origines: le courant libertaire, ou, pour rendre plus justement une grande diversité, les courants anti-autoritaires et libertaires apparus successivement jusqu'à nos jours. L'essentiel de la divergence porte sur la question de l'État. Une divergence fondamentale.

Mais qu'en est-il du matérialisme dialectique et historique ?

Pour le savoir il faut d'abord remonter aux origines, aux collectivistes anti-autoritaires de la première internationale.

Leur attitude n'était fait ni d'un rejet global ni d'un respect soumis. Pour tout ce qui touchait l'analyse, le matérialisme, l'économie politique, le travail de Marx était jugé à sa valeur, comme un apport indispensable à une lutte commune contre le capitalisme.

Mieux, les premiers libertaires comptent aussi parmi les premiers propagandistes de l'œuvre de Marx. Bakounine a rédigé la première traduction en russe du manifeste et engagé celle du capital. Cafiero (6), par un « abrégé du capital » en italien, première introduction du livre dans ce pays, veut mettre à l'usage des ouvriers ce livre qui « *présente la vérité nouvelle qui démolit, met en pièces et disperse aux vents, tout un séculaire édifice d'erreurs et de mensonges* ». James Guillaume traduit à son tour l'abrégé du capital en langue française.

Ainsi existait-il un fond commun entre Marx et les premiers libertaires, accompagné certes de critiques sur son étatisme, son dogmatisme et son déterminisme, nous y reviendrons. Les réécritures de l'histoire par les officiels du marxisme et de l'anarchisme ont occulté ou dénaturé cet aspect important.

Ce fond commun est bien sûr essentiel. Il démontre que l'on peut puiser chez Marx pour le mettre au service d'un combat autogestionnaire. Mais il ne démontre évidemment rien d'autre. Marx et Bakounine pouvaient bien s'enfoncer ensemble dans l'erreur.

L'ANTIMARXISME ANARCHISTE

Les libertaires ont été exclus par Marx de la première internationale. Ils seront chassés de la seconde par la social-démocratie. Ils seront persécutés par la Russie bolchévique. Les staliniens s'acharneront contre eux pendant des décennies. L'antimarxisme anarchiste ne manque pas de causes historiques.

Tout le problème est de comprendre pourquoi les libertaires, majoritaires en fait dans la première internationale, puis inspirateurs du syndicalisme révolutionnaire, ont-ils perdu tant de

terrain. Car les coups de l'adversaire, si ignobles soient-ils, ne peuvent pas tout expliquer.

Sans dresser la liste de toutes les failles, et sans indiquer le rôle des profondes transformations sociales de ce siècle, ce qui serait pourtant nécessaire, indiquons un peu schématiquement trois graves carences, en fait très liées les unes aux autres:

– l'absence ou la faiblesse d'organisation;

– l'absence d'un programme politique unifiant, constructif et crédible;

– l'absence d'une conception commune de l'histoire, et donc d'une méthode d'analyse en découlant.

Il y a eu et il y a toujours une certaine richesse dans la réflexion. Mais elle pèche souvent par l'absence d'un lien solide attachant les questions sociales et économiques aux domaines politiques ou idéologiques. C'est tantôt l'économisme qui l'emporte, les raisonnements ultra-gauchistes qui négligent l'état réel des consciences et les enjeux proprement politique, tantôt l'idéologie pure, fumeuse et délayée. Tout n'est certes pas si noir. Mais le meilleur est éparse, éclaté. Il n'est pas capitalisé parce qu'il n'y a pas l'organisation nécessaire, et donc l'échange des idées, leur mémorisation collective, leur collectivisation.

Ce n'est pas tout. Dès la fin du 19e siècle, une grande partie des théoriciens anarchistes se sont engagés dans une critique de plus en plus radicale du matérialisme historique. Pourquoi pas? Aucune théorie n'est infaillible. Si la critique avait été productive, offrant une alternative ou en tout cas de sérieuses corrections, les théoriciens anarchistes auraient fait œuvre utile. Ils auraient permis au mouvement ouvrier de se dégager de la fascination exercée par Marx, fondée sur l'apparente cohésion entre science de la société et projet étatiste.

Il n'en a rien été. Aucune vision nouvelle ne s'est affirmée, collectivement portée en tout cas, et permettant d'analyser avec sérieux la société.

Le temps n'a pas aidé. Après un foisonnement d'idées libertaires peut-être incohérent mais riche, on a assisté aux progrès d'un dogmatisme désastreux.

« L'anti-marxisme » devient le crédo, une sorte de paranoïa assimilant au diable tout ce qui ressemble de près ou de loin à du « marxisme »: l'organisation, la lutte de classe, etc.

Bien sûr, une telle faillite ne démontre pas que le matérialisme historique, forgé par Marx, adopté par Bakounine, soit juste ou faux. Cela démontre que sans boussole, sans une conception et une méthode un tant soit peu « scientifique », le retour à l'idéalisme et à la confusion guette les révolutionnaires.

LE « MARXISME LIBERTAIRE »

Effarés par les reculs politiques des camarades ont préféré retourner aux sources pour donner un nouvel essort à la pensée libertaire.

« Pour un marxisme libertaire », c'est le titre, provocateur, d'un livre publié en 196 par notre camarade Daniel Guérin. Qu'entendait-il par là? Pas la fusion – impossible – entre les courants historiques, les organisations qui les représentent aujourd'hui, mais un courant nouveau qui, comme lui, « *puise à pleines poignées dans le trésor de la pensée libertaire – à condition de l'épouiller au préalable de pas mal d'infantilisme, d'utopie, de romantisme, aussi peu utilisables que désuets* », tout en utilisant le matérialisme historique et dialectique, pour lui « *la plus sûre des boussoles* » si toutefois il est « *traité à la manière de Marx lui-même, c'est-à-dire sans rigidité doctrinale* »; mais l'auteur n'hésite pas à rejetter « le déterminisme » et à se demander si la pensée de Marx « *ne recèle pas, au moins en germe, un déterminisme quelque peu inquiétant pour un libertaire ?* ». Réserve importante, nous le verrons.

« *Le marxisme libertaire qui s'est épanoui dans le mai 68 français,* affirme-t-il, *dépasse et le marxisme et l'anarchisme.* »

Si beaucoup jugent la formule lourde de confusion, à juste titre, l'esprit du « marxisme libertaire » de Guérin se retrouve à quelques différences près dans tout un courant politique, dit « communiste-libertaire », qui mène un combat en éclaireur depuis les communistes libertaires ukrainiens en exil, fuyant les prisons bolchéviques, tels Makhno, Archinoff, etc., en passant par la fédération communiste-libertaire de l'après-guerre, jusqu'aux jeunes organisations libertaires nées en France depuis 68 et dont l'UTCL est aujourd'hui le produit et le prolongement.

Le matérialisme historique a-t-il servi à ces nouvelles générations ? Oui, évidemment.

On peut ainsi assister à des paradoxes piquants: prenez un « marxiste révolutionnaire » (trotskyste par exemple), et un libertaire « marxiste ». Faites-les plancher sur l'analyse de l'URSS: surprises garanties. Le « marxiste » va s'engluer dans des considérations absurdes du point de vue de Marx. Il vous présentera cette bureaucratie vieille de plus de soixante ans, puissante et apparemment immuable comme un « accident de l'histoire » (l'histoire ne se trompe que pour ceux qui croient à la vérité éternelle de la théorie); il vous dira qu'elle est un corps « parasite » accroché à une société dont les rapports de production seraient, eux, socialistes. Le libertaire, armé des catégories mises en ordre par Marx, peut lui démontrer sans réplique que l'URSS est une société de classe, fondée sur l'exploitation des travailleurs.

Mais chaque combat a ses exigences propres. En s'en saisissant, les libertaires ne vont-ils pas transformer le Matérialisme historique et dialectique ?

LE DÉTERMINISME EN QUESTION

Il existe chez Marx une tentation déterministe, économiste et mécaniste. Tentation qui s'exprime à la fois par une certaine relégation au second plan de l'activité consciente des hommes au profit de contradictions et de lois plus fondamentales où seules les « choses » entrent en jeu (l'activité des hommes, la lutte de classe, n'étant plus alors que le reflet inconscient de ces contradictions et de ces lois) et par une vision mécaniste, linéaire et inéluctable de l'histoire où les formes sociales se succèdent dans un ordre apparemment parfait (société féodale, capitalisme, socialisme, communisme).

Le déterminisme de Marx, la grille qu'il propose pour comprendre la société et l'histoire peut bien agir comme un cache, masquant une partie essentielle: l'activité consciente et créatrice des hommes, certes organisés en classes opposées, et donc la question du pouvoir.

Le déterminisme ne permet pas de comprendre que « l'infrastructure économique » est un lieu où s'exerce la conscience et les décisions des hommes, un lieu de pouvoir.

De même l'État n'est pas qu'une « institution », un reflet idéologique, c'est un lieu concret de pouvoir, et comme le pouvoir n'est pas une donnée abstraite, de pouvoir exercé concrètement sur la production comme sur la société.

Le pouvoir n'est pas une « idée », c'est la capacité très réelle d'user et d'abuser, dont la propriété privée n'est en somme qu'une facette juridique. Le pouvoir, les privilèges sociaux des classes possédantes, impliquent évidemment l'appropriation des produits du sur-travail des classes opprimées, mais

le tort de l'économisme c'est de ne pas voir que les « biens matériels » ne sont pas la seule ni peut-être la première des motivations des classes dirigeantes parce qu'ils sont les aspects d'un appétit plus fort de statut et de privilèges hiérarchiques dans la société, l'appétit du pouvoir exercé sur les autres hommes, transformant en quelque sorte ces autres hommes en « biens matériels » supérieurs à tous les autres.

Il s'ensuit chez Marx la sous-estimation de la dynamique du pouvoir propre à l'État. Penser comme Marx que le capital une fois centralisé dans les mains de l'État perd son caractère est une sottise dangereuse qui fait la paire avec l'illusion que l'État « des travailleurs » si puissamment renforcé dépérirait progressivement. C'est faire comme si l'État était une pure abstraction, c'est oublier que ce sont des classes sociales faites d'hommes pensant et agissant qui sont en jeu, et que l'exercice du pouvoir centralisé au sommet d'un État transformera les nouveaux occupants de cet État en nouveaux exploiteurs parce que le pouvoir centralisé, c'est une donnée principale qui traverse et renverse les catégorisations simples entre « infra » et « superstructure ».

L'URSS n'illustre-t-elle pas cette nature implacable du pouvoir opérant littéralement la fusion entre l'État et la production, et générant une classe privilégiée par l'exercice du pouvoir ?

Le matérialisme de Marx, confronté à la question de l'État, se livre d'ailleurs à des contorsions étranges. Citons un paradoxe évident, évoqué par Bakounine:

« Mais M. Marx ne veut évidemment pas de cette solidarité puisqu'il refuse de reconnaître cette liberté. Pour appuyer ce refus, il a une théorie toute spéciale qui n'est d'ailleurs qu'une conséquence logique de tout son système. L'état politique de chaque pays, dit-il, est toujours le produit et l'expression fidèle de la situation économique; pour changer le premier, il faut seulement transformer cette dernière. Tout le secret des évolutions historiques, selon M. Marx, est là. Il ne tient aucun compte des autres éléments de l'histoire tels que le réaction, pourtant évidente, des institutions politiques, juridiques et religieuses sur la situation économique. Il dit: « La misère produit l'esclavage politique, l'État »; mais il ne permet pas de retourner cette phrase et de dire: « L'esclavage politique, l'État, produit à son tour et maintient la misère comme une condition de son existence; de sorte que pour détruire la misère, il faut détruire l'État. » Et, chose étrange, lui qui interdit à ses adversaires de s'en prendre à l'esclavage politique, à l'État, comme une cause actuelle de la misère, commande à ses amis et à ses disciples de la démocratie socialiste en Allemagne de considérer la conquête du pouvoir et des libertés politiques comme la condition préalable, absolument nécessaire, de l'émancipation économique. »

A travers les paradoxes entre l'étatisme et le déterminisme, une constante demeure : ce n'est pas l'activité consciente et créatrice des travailleurs autogérant la production et la société qui sera l'élément moteur. Dans tous les cas, les travailleurs sont certes les acteurs, mais non les auteurs des changements.

Il s'ensuit que le matérialisme historique, si on s'en tient aux définitions de Marx, ne permet pas de comprendre la société dans laquelle nous vivons, dans de nombreux aspects essentiels.

Il ne permet pas de comprendre comment se forment des classes exploiteuses à partir d'un État centralisateur, comme c'est pourtant le cas non seulement en URSS et en Chine, mais dans une quantité d'autres pays.

Il ne permet pas de comprendre la nature réelle de l'État capitaliste moderne.

Il ne permet pas de comprendre la nature des couches « salariées » mais exploiteuses du capitalisme moderne.

Par son mépris évident pour la conscience active des hommes, il ne permet de saisir aucun des traits essentiels des luttes de contestation qui remettent en cause les fondements de l'autorité dans la société, comme les luttes des femmes.

DÉPASSER MARX

On voit que les libertaires impatients de trouver chez Marx des éléments utiles y découvrent aussi des dangers, des erreurs, aux lourdes conséquences.

Bien d'autres questions sont soulevées à la lecture de Marx et à son usage par des libertaires. Nous ne pouvons pas les évoquer ici faute de place.

Plusieurs éléments peuvent en tout cas être dégagés pour conclure :

1/ Marx a présenté l'anti-thèse nécessaire à son époque de l'idéalisme et de la religion.

Le matérialisme historique a représenté une véritable révolution de la pensée, comme l'exprimait avec enthousiasme l'anarchiste Cafiero cité plus haut.

2/ Marx n'a pas toujours dépassé le stade de « l'antithèse ».

Il a fourni une grande richesse de matériaux de réflexion. Mais souvent en renversant, ou plutôt en retournant les concepts antérieurs, il n'a pas forcément mis sur pied une vision du monde échappant aux schémas philosophiques dominant, à la métaphysique idéaliste ou au mécanisme matérialiste.

3/ Marx n'a pas établi une théorie parfaitement figée et cohérente.

Ce sont les suiveurs, les « marxistes » qui s'y sont efforcé en fossilisant et en réduisant sa pensée. On trouve chez Marx des matériaux inestimables, mais aussi des contradictions profondes. Une étude fouillée permettrait de dresser « Marx contre Marx ».

4/ Marx n'est pas un miracle isolé dans l'histoire.

Le matérialisme historique n'est pas l'œuvre d'un seul homme. Elle est la somme des recherches de son temps.

5/ Marx est profondément marqué par le 19ème siècle.

La conception de la science qu'il applique au « socialisme scientifique » est celle des sciences naturelles du 19ème siècle.

Le capitalisme qu'il étudie est un capitalisme pré-monopolistique, un moment particulier dans l'histoire de ce mode de production. Marx a eu tendance à l'extrapoler à l'histoire toute entière, passée et future, en transformant en lois immuables certains caractères de ce moment historique précis.

D'où il s'ensuit qu'il faut dépasser Marx, tout en s'appuyant sur lui comme sur un apport nécessaire mais inscrit dans l'histoire passée.

Il ne s'agit pas de reculer, de répondre à l'aspect déterministe de Marx par un idéalisme remis au goût du jour.

Malgré ses failles, le matérialisme historique a fourni un enseignement irremplaçable. Il n'est plus possible d'analyser une situation en oubliant les déterminations économiques, même si ce ne sont pas les seules. Il est impossible pour des révolutionnaires de former leur ligne de conduite sans se soucier de ces analyses. Il est évident qu'il existe des époques déterminées pour recevoir des idées et des idées qu'il faut donc savoir élaborer en réponse à son époque.

Mais notre démarche est d'élargir la conception de l'histoire (et donc de commencer à la transformer) en redonnant toute leur place à la conscience des hommes et aux mécanismes du pouvoir. Ainsi seulement pourrons-nous vraiment analyser le monde qui nous entoure.

Le féminisme a mis en lumière l'importance du patriarcat et de l'oppression spécifique de la moitié de l'humanité dès les origines, ouvrant un champ de recherches négligé par le marxisme, et où le pouvoir et l'autorité sont des données majeures. La lutte peut ainsi interpeler la théorie.

Notre lutte, pour un socialisme autogestionnaire, nous porte à combattre Marx. Son étatisme, bien sûr, mais pas seulement. Car que manque-t-il au matérialisme selon Marx ? Il manque le rôle conscient, actif, créateur des hommes, et donc celui du prolétariat révolutionnaire, conscient, actif, créateur.

Et il manque l'importance déterminante du pouvoir dans la société et dans l'histoire, et donc de la lutte pour le pouvoir sur les hommes, sur la société, sur la production.

logie ». D'où son incapacité à imaginer les données réelles d'un renversement du capitalisme qui passe d'abord non pas par une étatisation, mais par une transformation du régime du pouvoir sur les moyens de production, c'est-à-dire par l'autogestion ouvrière.

L'UTCL pour sa part n'a pas repris tel quel le matérialisme historique dans la version de Marx. D'emblée, nous nous sommes opposés au déterminisme économiste, en cherchant son contrepoids dans l'aspect dialectique de la société, et donc l'effet actif de la conscience des hommes sur la production. Nous avons toujours insisté sur l'importance déterminante de l'action sur la théorie, de l'expérimentation dans une pratique ouvrière. Notre « crédo » c'est la vérification par l'action consciente et collective. Enfin, nous n'avons jamais marqué un point final, ni 1883, ni aujourd'hui, à la réflexion. Assimiler le matérialisme historique mis au clair par Marx tout en commençant à le transformer, ce n'est qu'un premier temps d'une réflexion ouverte sans dogmatisme à tous les apports. L'expérience, les luttes, l'analyse, nous feront évoluer.

Marx a puisé partout, puisons chez lui, mais pour le dépasser...

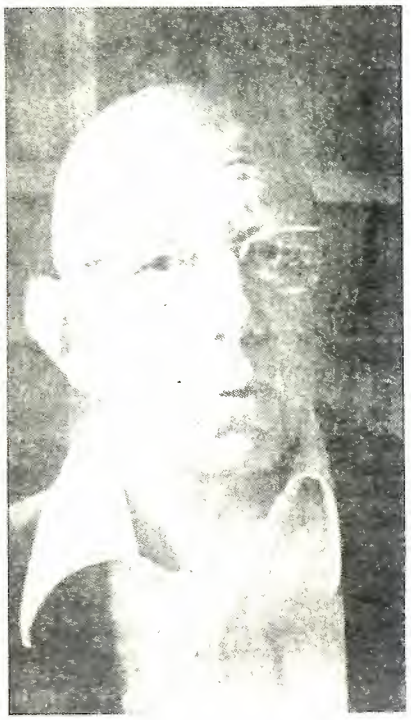
(1) Congrès où Marx a formé une majorité artificielle et provoqué la scission de l'AIT en excluant les libertaires Michel Bakounine et James Guillaume.

(2) Michel Bakounine, 1814-1876. Révolutionnaire d'origine russe. Participe activement à l'internationale. Participe à plusieurs insurrection en Europe et à la Commune de Lyon en 1871. Contribue à la clarification d'une tendance collectiviste anti-autoritaire. Considéré comme un des grands théoriciens du courant libertaire. L'affrontement entre Marx et Bakounine reste un des moments forts de l'histoire des socialismes.

(3) James Guillaume, 1844-1916, principal animateur de la tendance anti-autoritaire avec Bakounine. Animateur de la puissante fédération jurassienne.

(4) Proudhon, 1809-1865. Seul théoricien socialiste d'origine ouvrière au XIXe siècle. Mélange complexe d'aspects rétrogrades et d'aspects étonnamment novateurs. Conception avancée de l'autogestion. A une forte influence dans la classe ouvrière au travers des mutuelles et coopératives ouvrières.

(5) Cafiéro, 1846-1892, parmi les animateurs de la section italienne de l'AIT. Sera un des auteurs de l'évolution du collectivisme anti-autoritaire vers le communisme libertaire.



MARX AUJOURD'HUI

ENTRETIEN AVEC CORNELIUS CASTORIADIS

LUTTER: Pour des militants qui veulent se battre contre le capitalisme, qu'il s'agisse du capitalisme occidental ou des sociétés bureaucratiques de l'Est, à quoi peut servir Marx aujourd'hui, en 1983 ?

C. Castoriadis: Le terme « servir » n'est pas bon: un auteur n'est pas un outil. Cela dit, Marx est un grand auteur et, comme avec tout autre grand auteur, si on ne le lit pas pour y trouver un dogme, une vérité toute faite, si on le lit en réfléchissant et de manière critique, on voit ce que c'est penser, on découvre des manières de penser et de critiquer la pensée.

Or, à cet égard, Marx est un auteur particulièrement difficile et même particulièrement « dangereux », particulièrement « leurrant » – d'abord parce qu'il s'est leurré lui-même. Auteur qui a énormément écrit, dont les écrits ne sont ni très homogènes, ni très cohérents, auteur très complexe, et finalement antinomique.

Pourquoi antinomique ? Parce que Marx apporte une inspiration, une intuition, une idée, une vue qui est relativement nouvelle: ce sont les hommes qui font leur propre histoire, « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Autrement dit, la source de la vérité, notamment en matière de politique, n'est pas à chercher dans le ciel ou dans des livres mais dans l'activité vivante des hommes existant dans la société. Cette idée, apparemment simple et même banale, a une foule innombrable de conséquences capitales, – mais que Marx n'a jamais tirées. Pourquoi ? Parce que en même temps – c'est à dire, dès sa jeunesse – Marx est dominé par le phantasme de la théorie totale, achevée, complète. Non pas du *travail* théorique (évidemment indispensable), mais du *système* définitif.

Ainsi, il se pose – et cela, dès *l'Idéologie Allemande* – comme le théoricien qui a découvert *la* loi de la société et de l'histoire: loi de fonctionnement de la société, loi de succession des formations sociales dans l'histoire, puis « lois de l'économie capitaliste », etc.

Ce deuxième élément – que l'on peut à bon droit appeler l'élément théoriciste, ou spéculatif – domine dès le départ la pensée et l'attitude de Marx, et relègue l'autre à quelques phrases lapidaires et énigmatiques. C'est pourquoi aussi il passera l'essentiel de sa vie adulte, trente ans, à essayer de finir ce livre qui s'appelle *Le Capital*, qui devra démontrer théoriquement l'effondrement inéluctable du capitalisme à partir de considérations économiques. Evidemment il n'y parviendra pas, et il ne finira pas *Le Capital*.

Cette deuxième position est fausse. Et elle est incompatible avec la première. Ou bien il y a vraiment des *lois* de l'histoire – et alors, une véritable activité humaine est impossible, sinon tout au plus comme technique, ou bien les hommes font vraiment leur histoire – et la tâche du travail théorique n'est plus de découvrir les « lois », mais d'élucider les conditions qui encadrent et limitent cette activité, les régularités qu'elle peut présenter, etc.

Or c'est cette deuxième position qui a permis à Marx et au marxisme de jouer un rôle si important – et si catastrophique – sur le mouvement ouvrier. Les gens ont cherché, et ont cru trouver dans Marx un certain nombre de vérités toutes faites; ils ont cru que toutes les vérités, en tout cas les vérités les plus importantes, se trouvent dans Marx, que ce n'est plus la peine de penser par soi-même, que même, à la limite, c'est dangereux et suspect. C'est elle aussi qui a légitimé la bureaucratie des organisations ouvrières se réclamant du marxisme, en l'instaurant dans la position d'interprète officiel et autorisé de l'orthodoxie socialiste.

Et il faut voir, car c'est toujours im-

portant, que si cette prétention de Marx et du marxisme de représenter *la* vérité scientifique a eu le succès qu'elle a eu, ce n'est pas parce qu'elle a violé les gens. C'est parce qu'elle répond à quelque chose que les gens cherchaient, et qu'ils cherchent toujours. Cette chose correspond très profondément à l'*aliénation*, à l'*hétéronomie* des gens. Il y a le besoin d'une certitude, d'une sécurité psychique et intellectuelle; et la tendance correspondante à se décharger de la tâche de penser sur quelqu'un d'autre, qui pense pour vous. Et il y a la pseudo-garantie fournie par la théorie: notre théorie démontre que le capitalisme s'écroulera fatalement, et que le socialisme lui succèdera nécessairement. Fascination avec la « science », caractéristique évidemment du XIXe siècle mais qui continue; et fascination d'autant plus forte, que cette étrange « science », le marxisme, à la fois se prétend tout à fait « objective », à savoir indépendante des désirs, des souhaits, etc., de ceux qui la professent, et en même temps, comme un prestidigitateur sort un lapin d'un chapeau, « produit » un état futur de l'humanité qui correspond à nos souhaits, à nos désirs: des « lois de l'histoire » qui garantissent que la société de l'avenir sera nécessairement une « bonne société ».

Soit dit en passant: il est quand même drôle de voir tous les marxistes interminablement occupés à « interpréter » tel ou tel point de la théorie de Marx – et ne pas se poser, *une seule fois*, la question « marxiste » par excellence: comment donc le marxisme a *effectivement fonctionné* dans l'histoire effective, et *pourquoi* ? Ce simple fait les disqualifie radicalement et définitivement.

LUTTER: Il y a donc un aspect totalitaire dans la conception même de la théorie, de sa nature et de son rôle chez Marx. Mais les libertaires ont l'habitude de condamner le marxisme d'une façon globale et plutôt rapide en y voyant le fondement théorique de ce qu'on peut appeler le socialisme autoritaire (léninisme, stalinisme, etc.). Mais n'y a-t-il pas, à ton avis, chez Marx, des catégories, des notions théoriques qui pourraient être utiles pour un combat auto-gestionnaire ?

C. Castoriadis: Le rapport de Marx avec la naissance du totalitarisme est une question très complexe. Je n'appelle pas une théorie, théorie totalitaire. Le totalitarisme est un régime politique et social. Et je ne pense pas que Marx était un totalitaire, ni qu'il est « le père » du totalitarisme. La preuve, du reste, en est simple et immédiate. Il n'y a pas que le léninisme-stalinisme qui est « sorti » de Marx, il y a aussi – et auparavant – la social-démocratie, dont on peut dire tout ce qu'on veut, mais non pas que c'est un courant totalitaire. Pour que naisse le totalitarisme, il a fallu une foule d'autres ingrédients historiques. Un des plus importants parmi ceux-ci a été la création du *type* d'organisation totalitaire par Lénine avec le parti bolchévique et le rôle accordé à celui-ci dans l'Etat et la société russe après 1917. En ce sens, le véritable « père » du totalitarisme, c'est Lénine.

Mais certes, il y en a, parmi ces ingrédients, qui viennent de Marx lui-même – de la théorie de Marx. J'ai essayé de le montrer dans des textes publiés dans *Socialisme ou Barbarie* en 1959 (« Prolétariat et Organisation »), puis en 1964 (« Marxisme et théorie révolutionnaire », republié maintenant comme première partie de *l'Institution imaginaire de la société*).

Le premier, on y a déjà touché, c'est la position même de la théorie comme telle. Comme la philosophie hegelienne, la théorie de Marx se présente comme la « dernière théorie », elle prend la place du « Savoir absolu » de Hegel. Certes, les marxistes protestent et jurent qu'ils ne *pensent* pas cela. Mais il faut regarder ce qu'ils *font*: ils peuvent bavarder sur la « dialectique », la « relativité », etc., mais leur « travail » consiste toujours à interpréter, corriger, compléter, améliorer, etc., la « pensée de Marx »: comme si, dans l'ensemble, on devait être, à jamais, *soumis* à cette pensée. En vérité donc, ce qu'ils font revient à affirmer l'essentiel de la vérité pour notre époque a déjà été dit par Marx. Cela aboutit à des résultats grotesques, par exemple dans le domaine de l'économie. Plus d'un siècle après que les idées et les analyses de Marx aient été conçues et formulées, on continue à vouloir démontrer à tout prix que Marx avait raison, qu'il y a baisse du taux de profit, etc. Comme si la question n'était pas de constater et de comprendre ce qui se passe dans l'économie réelle, mais de sauver quelques propositions de Marx.

Maintenant, cette position de la théorie comme « dernière théorie » et, en fait, Savoir Absolu, ce n'est pas quelque chose d'extérieur qu'on pourrait enlever en conservant le reste. Elle est impérieusement portée, et exigée, par le *contenu* même de la théorie. Celle-ci affirme en effet que le prolétariat est la « dernière classe » de l'histoire, et, d'autre part, qu'à chaque classe correspond une conception qui en exprime « véritablement » les intérêts ou le rôle historique. Donc, ou bien le marxisme n'est rien du tout; ou bien il est *la* théorie, la seule, la vraie, du prolétariat, lui-même « dernière classe » de l'histoire.

Et si cette théorie est l'expression théorique de la situation historique du prolétariat, contester cette théorie revient à s'opposer au prolétariat, devenir un « ennemi de classe » etc. (ce qui a été dit et *pratiqué* des millions de fois). Et que se passe-t-il si X., Y., vous, moi, un ouvrier n'est pas d'accord ? Eh bien « il se met de lui-même en dehors de sa classe », il passe du côté de l'« ennemi de classe ». On voit par là qu'une composante fondamentale du marxisme est absolument inacceptable pour un mouvement ouvrier démocratique, pour un mouvement révolutionnaire démocratique. Car la démocratie est impossible sans la liberté et la diversité des opinions. La démocratie implique que personne ne possède une *science*, moyennant laquelle il peut affirmer, dans le domaine politique, « cela est vrai » et « cela est faux ». Autrement, celui qui « possède » cette « science », pourrait, et *devrait*, prendre la place du corps politique, du souverain.

Et c'est exactement ce qui s'est passé, au plan idéologique, avec les partis léninistes. Plus généralement, la bureaucratie qui dirige les partis ouvriers dès la IIe Internationale, se légitime à ses yeux et à ceux des ouvriers à partir de cette idée: nous sommes ceux qui détenons la vérité, la théorie marxiste. Maintenant, une théorie n'est jamais que des mots et des phrases, qui ont nécessairement plusieurs significations possibles, qui ont donc besoin d'*interprétation*. Mais une interprétation, c'est encore des mots et des phrases, qui ont besoin d'interprétation, et ainsi de suite... Comment arrêter cela ? Les Eglises ont trouvé la réponse depuis très longtemps: en définissant une interprétation *orthodoxe*, et, surtout: une instance *réelle* qui incarne l'orthodoxie, la garantit et la « défend ». Or, on ne le remarque jamais, cette monstruosité réactionnaire: l'idée d'une *orthodoxie* et de *gardiens réels* de l'orthodoxie, s'abat sur le mouvement ouvrier et l'asservit avec le marxisme, par le marxisme et grâce au marxisme. Sur ce plan, le léninisme a été certes beaucoup plus conséquent que la social-démocratie – d'où sans doute son « succès » beaucoup plus grand.

Autre exemple, qui a joué un rôle énorme dans la légitimation de la bureaucratie lénino-stalinienne et les discours des crypto-staliniens et compagnons de route couvrant les horreurs du régime stalinien: le matérialisme historique dit qu'à chaque étape du

développement des forces productives correspond un régime social, que donc l'instauration du socialisme dépend d'un degré « suffisant » de développement des forces productives. Donc, Staline a beau terroriser, assassiner, envoyer des millions de gens en Sibérie – on construit quand même des usines, donc les bases matérielles du socialisme et, avec un développement « suffisant » de la production, tous ces phénomènes malheureux, dus au « retard » des forces productives en Russie, disparaîtront. Encore aujourd'hui, si vous grattez un peu un communiste, c'est ce qu'il vous dira. Et cela encore est porté par le *contenu* de la théorie marxiste: le socialisme n'est pas vu comme un projet historique et politique, l'activité, socialement enracinée, d'un grand nombre d'hommes visant à modifier l'institution de la société, mais comme le résultat d'un mouvement objectif de l'histoire incarné par le développement des forces productives.

LUTTER : Mais y a-t-il ou non dans la théorie des idées qui peuvent servir au combat pour l'autogestion ouvrière ?

C. Castoriadis : Je prendrai l'exemple que je connais le mieux : le mien. Quand j'ai commencé à écrire sur l'autogestion, la gestion collective de la production et de la vie sociale – dès le premier numéro de *Socialisme ou Barbarie*, en 1949 – j'étais marxiste. Et je pensais que l'idée de gestion ouvrière collective était la concrétisation nécessaire de la conception marxiste du socialisme. Mais assez rapidement, quand j'ai voulu développer cette idée – dans « Le contenu du socialisme », à partir de 1855 – je me suis aperçu qu'elle était profondément incompatible avec Marx et que Marx, à cet égard, ne pouvait « servir » à rien.

Lorsqu'on veut développer l'idée de la gestion ouvrière, de la gestion de la production par les producteurs, on bute rapidement sur la question de la technique. Or Marx n'a rien à dire là dessus. Quelle est la critique de la technique capitaliste qu'ont fait Marx et les marxistes ? Aucune. Ce qu'ils critiquent, c'est le détournement au profit des capitalistes d'une technique qui leur paraît comme, en soi, indiscutable.

Et y a-t-il une critique de l'organisation de l'usine capitaliste chez Marx ? Non. Certes, il en dénonce les aspects les plus inhumains, les plus cruels. Mais pour lui, cette organisation est vraiment l'incarnation de la rationalité, du reste complètement et nécessairement dictée par l'état de la technique ; donc, on n'y peut rien changer. C'est pourquoi du reste il pense que la production et l'économie seront à jamais le domaine de la nécessité, et que le « royaume de la liberté » ne pourra s'édifier qu'en dehors de ce domaine, moyennant la réduction de la journée de travail. Autant dire que le travail comme tel c'est l'esclavage, qu'il ne pourra jamais être un champ de déploiement de la créativité humaine.

En fait, la technique contemporaine est bel et bien *capitaliste*, elle n'est pas neutre. Elle est modelée d'après des objectifs qui sont spécifiquement capitalistes, et qui ne sont pas tellement l'augmentation du profit, mais surtout l'élimination du rôle humain de l'homme dans la production, l'asservissement des producteurs au mécanisme impersonnel du processus productif. Pour cette raison, aussi longtemps que cette technique prévaut, il est impossible de parler d'autogestion. L'autogestion d'une chaîne de montage par les ouvriers de la chaîne est une sinistre plaisanterie. Pour qu'il y ait autogestion, il faut casser la chaîne. Je ne dis pas qu'il faut détruire du jour au lendemain toutes les usines existantes. Mais une révolution qui ne s'attaquerait pas *immédiatement* à la question du changement conscient de la technique pour la modifier et permettre aux hommes comme individus, comme groupes, comme collectivités de travail, d'accéder à la domination du processus productif, une telle révolution marcherait à sa mort à courte échéance. Car des gens qui travaillent sur une chaîne six jours par semaine ne peuvent pas jouir, comme le prétendait Lénine, de Dimanches de liberté soviétique.

Cette critique de la technique, Marx ne l'a pas faite, et ne *pouvait* pas la faire. Et cela est profondément lié avec sa conception de l'histoire: comme chez Hegel la Raison ou l'Esprit du monde, chez Marx c'est la « rationalité » incarnée dans la technique (le « développement des forces productives ») qui fait avancer l'histoire. C'est pourquoi si l'on veut penser dans une perspective autogestionnaire, d'autonomie, d'autogouvernement des collectivités humaines, Marx et le marxisme fonctionnent comme des énormes blocs massifs qui barrent la route.

LUTTER : Pourtant, l'impression qu'on tire de tes écrits – qui, certes, se développent dans le temps et montrent, heureusement, une pensée qui évolue – c'est qu'en même temps qu'une critique très décapante du marxisme, tu utilises un certain nombre de catégories forgées ou du moins mises en ordre par Marx. Ainsi, par exemple, lorsque tu démontres que les sociétés des pays de l'Est sont des sociétés d'exploitation.

C. Castoriadis : Encore une fois, Marx est un auteur très important – mais il y en a, dans l'histoire gréco-occidentale, peut être trente ou quarante autres auteurs tout aussi importants, dont on utilise constamment les idées, les méthodes, etc., sans pour autant se proclamer platonicien, aristotélicien, kantien ou je ne sais quoi d'autre. De *ce* point de vue, Marx n'a aucun privilège.

Il a un privilège uniquement quant au premier élément de l'antinomie que je formulais au début: dans la mesure où il voit que c'est l'activité vivante des hommes qui crée les formes sociales et historiques (ce ne sont certes pas là les termes qu'il utilise, et ce n'est pas un hasard). Et qu'en même temps il ne se borne pas à attendre ce que donnera la prochaine phase de cette activité, mais il prend position politiquement, il veut être partie prenante de ce mouvement ou le prendre en charge (mais dans cette dernière formulation, on voit déjà l'ambiguïté sinistre dont la position est grosse). Avoir un projet politique, et essayer de voir en même temps dans quelle mesure ce projet politique est nourri et porté par la réalité historique – par la lutte des ouvriers contre le capitalisme –, c'est cela l'originalité, la singularité absolue de Marx. Personnellement, si je sens encore un lien particulier avec Marx, c'est à travers cet élément: il m'a appris cela (ou je l'y ai trouvé...). Mais cela n'est pas « être marxiste ».

Maintenant, lorsqu'on passe au contenu, c'est évident que plusieurs notions mises en avant par Marx sont désormais incorporées dans notre pensée. Mais même là, on est obligé d'être critique et d'aller plus loin. Par exemple, dans mon texte « Le régime social de la Russie » (*Esprit*, juillet-août 1978, reproduit maintenant par les Éditions « Le vent du ch'min »), où j'ai résumé sous forme de thèses l'essentiel de ce que j'ai écrit sur la Russie depuis 1946, l'exposition commence par une partie en quelque sorte pédagogique, à l'usage des marxistes, utilisant les notions des rapports de production, des classes comme définies par leur position dans ces rapports, etc., pour leur dire: si vous êtes vraiment marxistes, vous devez convenir que le régime russe est un régime d'exploitation, qu'en Russie il existe des classes, etc. Mais immédiatement après, je montre que cette analyse est tout à fait insuffisante. Parce que, par exemple, l'asservissement *politique* total de la

classe ouvrière en Russie transforme du tout au tout sa position, *y compris dans les rapports de production*. Et cela va très loin : indépendamment du cas concret de la Russie, cela a des implications très lourdes du point de vue des concepts et du point de vue de la méthodologie. Car cela signifie que je ne peux pas définir la position d'une catégorie sociale dans les rapports de production en considérant uniquement les rapports de production. A partir de là, les idées de « déterminisme historique », de détermination des « superstructures » par les « infrastructures » et de la politique par l'économie commencent à s'effondrer.

LUTTER : Si l'on résume, donc, ta pensée sur Marx, on peut dire que c'est un auteur important, utile sur certains points, mais qu'il est vain de s'y référer comme à un système de pensée constitué. L'utilité de Marx aujourd'hui apparaît pour toi très relativisée.

C. Castoriadis : Il y a une chose qui depuis longtemps me frappe et même me choque. Il y a un paradoxe tragicomique dans le spectacle de gens qui se prétendent révolutionnaires, qui veulent bouleverser le monde et qui en même temps cherchent à s'accrocher à tout prix à un système de référence, qui se sentiraient perdus si on leur enlevait ce système ou l'auteur qui leur garantit la vérité de ce qu'ils pensent. Comment ne pas voir que ces gens se placent d'eux mêmes dans une position d'asservissement mental par rapport à une œuvre qui est déjà là, maîtresse de la vérité, et qu'on n'aurait plus qu'à interpréter, raffiner, etc. (en fait : rafistoler...).

Nous avons à créer notre propre pensée au fur et à mesure que nous avançons — et certes, cela se fait toujours en liaison avec un certain passé, une certaine tradition — et cesser de croire que la vérité a été révélée une fois pour toutes dans une œuvre écrite il y a cent vingt ans. Il est capital de faire pénétrer cette conviction chez les gens, et en particulier chez les jeunes.

Et une autre chose, tout aussi importante : il est impossible de faire l'économie du bilan historique du marxisme, de ce que le marxisme est effectivement devenu, de la manière dont il a fonctionné et fonctionne toujours dans l'histoire réelle. Car il y a Marx lui-même — déjà antinomique, plus que complexe, plus que critiquable. Il y a le marxisme sans guillemets — des auteurs ou des courants qui se réclament de Marx, essaient honnêtement et sérieusement de l'interpréter etc. (Disons Lukàcs jusqu'à 1923, ou l'École de Francfort.) Ce marxisme, du reste, n'existe plus aujourd'hui. Et puis il y a le « marxisme » — et, dans la réalité historique, ce qui est massif et écrasant c'est ce « marxisme »-là, le « marxisme » des États bureaucratiques, des partis staliniens, de leurs divers appendices. Ce « marxisme »-là joue un rôle énorme — et il est *le seul* à avoir un rôle effectif. Il continue — maintenant presque plus en Europe, mais beaucoup dans le Tiers Monde — à attirer les gens qui veulent faire quelque chose contre l'horrible situation de leurs pays et à les faire entrer dans des mouvements qui confisquent leur activité et la détournent vers l'établissement de régimes bureaucratiques. Et il fournit toujours une couverture de légitimation au régime russe et à ses entreprises d'expansion.

LUTTER : C'est vrai, mais il y a quand même un problème. Le besoin psychologique de sécurité des militants existe, mais ce n'est qu'un aspect de la question. Lorsqu'on est révolutionnaire, préoccupé par la transformation du monde, on a besoin d'un certain nombre d'outils. On ne peut pas uniquement se confronter au monde, ouvrir tout grands nos yeux et nos oreilles et tenter de comprendre de manière subjective. Au-delà des critiques que tu fais, et avec lesquelles nous sommes d'accord, se pose le problème des références, des éléments à dégager. C'est d'ailleurs le processus que tu as engagé, d'une certaine manière, lorsque tu écrivais *l'Institution imaginaire de la société* : le premier tiers du livre est consacré à un bilan critique du marxisme. Il y a quand même aujourd'hui un vide réel.

C. Castoriadis : Je ne dis pas que chacun doit commencer par faire table rase. De toute façon, personne ne le fait et personne ne peut le faire. Chacun, à tout instant, charrie avec lui un ensemble d'idées, de convictions, de lectures, etc. Ce dont il s'agit, c'est de se débarrasser de l'idée qu'il y a une théorie donnée en position privilégiée d'avance.

Quand j'écrivais le début de *l'Institution...* (« Le marxisme, bilan provisoire »), je visais, entre autres, de détruire cette idée, dont je suis convaincu qu'elle ferme la voie pour réfléchir lucidement.

Mais considérons sérieusement le problème que tu poses. En effet, nous avons besoin de nous orienter dans le monde contemporain. Et nous avons besoin d'élucider notre projet d'une société future : qu'est-ce que nous voulons, qu'est-ce que les gens veulent, qu'est-ce que ce projet implique, comment serait-il réalisable, quels nouveaux problèmes il soulèverait, quelles contradictions il ferait peut-être surgir, etc.

Sur tout cela, Marx n'a rien à nous dire — *strictement* rien, sauf qu'il faut abolir la propriété privée des moyens de production ; ce qui est exact, à condition encore de savoir ce que cela veut dire exactement (on continue à faire passer les « nationalisations » pour du socialisme, n'est-ce pas ?). Et il y a encore d'autres problèmes : toute collectivisation forcée est évidemment à exclure radicalement. Sur le fond, l'essentiel des idées qui ont encore pour nous aujourd'hui en tant que révolutionnaires une pertinence, avaient été déjà formulées par le mouvement ouvrier avant Marx, entre 1800 et 1848, notamment dans les journaux des premiers trade-unions anglais et les écrits des socialistes français.

Et, lorsque nous voulons nous orienter dans le monde social contemporain, tel qu'il existe, l'objet essentiel, central quant aux structures du pouvoir, de l'économie, et même de la culture, c'est visiblement la bureaucratie et les Appareils bureaucratiques. Qu'est-ce que Marx peut nous dire là-dessus ? Rien. Moins que rien, pire que rien : c'est moyennant ce qu'il dit que les trotskistes ont pu s'efforcer pendant soixante ans d'évacuer le problème de la bureaucratie : « tout le problème, c'est la propriété du capital, ce n'est pas la bureaucratie, la bureaucratie n'est pas une classe — etc. » Alors qu'il est clair que de plus en plus, le problème c'est la bureaucratie et non pas « le capital » au sens de Marx. Et ce n'est pas seulement la bureaucratie « en face », comme couche dominante ; c'est aussi la bureaucratie « chez nous », l'énorme et angoissante question que pose la bureaucratisation perpétuelle et perpétuellement renaissante de toutes les organisations, syndicales, politiques ou autres. C'est cela aussi, une des expériences capitales depuis un siècle. Et sur cette expérience, Marx et le marxisme n'ont rien à dire, plus même, ils rendent, si l'on peut dire, aveugle : il n'y a pas de moyen, dans le marxisme, de penser une bureaucratie qui naît d'une différenciation organisationnelle et politique, comme la bureaucratie ouvrière, et qui poursuit des objectifs propres, devient pour ainsi dire « autonome » jusqu'à s'emparer pour son propre compte du pouvoir et de l'État. Une telle bureaucratie, d'après le marxisme, ne *doit* pas exister — puisqu'elle ne s'enracine pas dans les « rapports de production ». Et tant pis pour la réalité — puisque le stalinisme existe quand même...

MARX ET ENGELS MILITANTS

par Daniel Guérin

L'activité *militante* de Marx et Engels est celle qui m'intéresse le plus. J'avoue que le marxisme philosophique, le marxisme critique de l'économie politique bourgeoise, voire même ses écrits historiques (pourtant exemplaires) me laissent aujourd'hui assez froid. En revanche, j'aime suivre Marx et Engels dans l'action, s'insérant dans le mouvement des masses ouvrières. Je ne traiterai pas ici de l'ensemble des performances militantes des deux révolutionnaires, mais seulement de deux épisodes, choisis parmi les plus révélateurs; la rédaction de la *Neue Rheinische Zeitung* à Cologne, en 1848-1849; l'impulsion donnée à la Première Internationale de 1864 à 1872.

Si j'ai opté pour ces deux épisodes, c'est aussi parce que des publications les ont éclairés d'un jour nouveau. Pour le premier, ç'a été l'édition par les Editions Sociales des articles de Marx et Engels dans leur journal, la *Neue Rheinische Zeitung*, dans une traduction française en trois volumes (1963-1971). Pour le second, il s'agit, également en français, des *Procès-verbaux* des séances du *Conseil général de la Première Internationale* publiés en 6 volumes aux Editions du Progrès à Moscou, de 1972 à 1975 (1). L'étude de ces épisodes fait apparaître à la fois l'incontestable valeur de l'activité des deux fondateurs du marxisme et leurs points faibles: autoritarisme, sectarisme, incompréhension de l'optique libertaire.

Ce sont deux jeunes gens de trente et vingt-huit ans qui fondent le journal rhénan de 1848. Leur talent de journalistes égale leur courage. Ils sont en butte à toutes sortes de tracasseries et poursuites, policières et judiciaires. Ils sont résolument internationalistes et appuient tous les mouvements révolutionnaires des divers pays saisis par la fièvre quarante-huitarde. Ils s'engagent aux côtés des ouvriers de leur propre pays et Engels a pu valablement affirmer beaucoup plus tard, en 1884, qu'« aucun journal n'a su autant électriser les masses prolétariennes (2) ».

L'un et l'autre consacrent des pages à ce qu'ils appellent la *révolution* ouvrière parisienne des 23-25 juin 1848, qui se terminera par une lourde défaite, suivie d'une atroce répression. Marx ne se vantera pas lorsqu'il affirmera, le 14 novembre suivant: « Seuls nous avons compris la révolution de juin. » Les deux amis ont saisi le dramatique divorce opéré entre les travailleurs parisiens acculés à la plus violente des émeutes et la masse de la petite paysannerie, mal informés et apeurés par cette flambée des « *partageux* ». Ils ont flétri l'abandon des insurgés par les idéalistes petits-bourgeois au pouvoir depuis février 1848, lâchage que ces derniers payeront cher, puisque, un an plus tard, ces pâles républicains seront vaincus à leur tour par plus réactionnaire qu'eux et abandonnés par le prolétariat.

Marx et Engels aperçoivent, tout aussi lucidement, les répercussions européennes de la défaite ouvrière de juin 48. La révolution, dès lors, doit battre en retraite sur tout le continent. Entre autres, ce sont les journées parisiennes meurtrières qui conduisent les armées du tsar « à Bucarest et à Jassy ». L'attitude courageuse des deux jeunes journalistes ne sera pas moins dommageable pour eux-mêmes; car leur prise de position en faveur des insurgés de Paris mettra en fuite leurs derniers actionnaires et ils devront combler ce vide en épuisant l'héritage familial. La leçon qu'ils tirent, aussi bien de 1793 que de juin 48, est radicale: « Pour abréger l'agonie meurtrière de la vieille société, il existe un seul moyen: le *terrorisme révolutionnaire.* »

Mais, sous cet extrémisme, apparaissent les traits déjà autoritaires du jeune marxisme. Engels, dans l'évocation qu'il fera, en 1884, du journal rhénan, conviendra que Marx exerçait sa « dictature » sur la rédaction. Tous ses collaborateurs, reconnaissant sa supériorité intellectuelle, se soumettent à l'autorité de leur rédacteur en chef. Il abuse de ce pouvoir, comme on le verra plus loin, il en abusera au Conseil général de l'Internationale. Autoritarisme et aussi excès d'orgueil. Ainsi devant un tribunal de Cologne où il est traduit, il s'écriera, avec un superbe dédain: « En ce qui me concerne, je

vous assure que je préfère suivre les grands événements mondiaux, analyser la marche de l'histoire, que me colleter avec des idoles locales. »

Les deux amis ne manquent pas de tomber à bras raccourcis sur Proudhon et sur Bakounine. Le courageux discours que le premier prononce à la séance du 31 juillet 1848 de l'Assemblée nationale, sous les huées de ses collègues déchaînés, suscite la risée des journalistes rhénans. Pourtant, dans ce discours, le député anarchiste a osé se solidariser avec les insurgés de juin et lancer un défi socialiste à l'ordre bourgeois. Mais pour Marx et Engels, ce n'est qu'une astuce: « pour mener à bonne fin ses utopies petites-bourgeoises, le père de l'anarchisme, insinuent-ils, est forcé d'avoir contre toute cette Chambre bourgeoise une attitude démocratique ».

Pour l'*Appel aux Slaves* lancé par Bakounine, mêmes sarcasmes: chez ce patriote russe, le mot « liberté » remplacerait tout. De la réalité, pas un mot. On ne trouve dans cet Appel que des catégories plus ou moins morales, « qui ne prouvent absolument rien ». Seule « l'imagination de Bakounine méconnaît des nécessités géographiques et commerciales qui « sont pour l'Allemagne des questions vitales ». Les contrées septentrionales de l'Allemagne ne sont-elles pas « complètement germanisées » ? Va-t-on obliger ces bons Allemands à parler des langues slaves qui se sont perdues ? La centralisation politique imposée par le conquérant allemand et que seul le « terrorisme le plus résolu » peut sauvegarder traduit un « besoin pressant » de caractère économique. Tant pis s'il faut « écraser brutalement quelques tendres fleurettes nationales », s'exclame le jacobin Engels.

Passons maintenant à la Première Internationale. Au moment où il la porte sur les fonts baptismaux et où il lui tient lieu de porte-plume, avec d'ailleurs beaucoup de brio, Marx est touchant de désintéressement et de modestie. Quand on lui propose la présidence du Conseil général, il se récuse humblement, se jugeant « non qualifié, car il est un travailleur intellectuel et non un travailleur manuel ». A la veille du congrès de Lausanne de 1867, il déclare n'être pas en état de s'y rendre et retire sa candidature de délégué. Il n'assistera d'ailleurs à aucun des congrès annuels jusqu'à celui, fatal, de 1872. Il fait même profession de foi spontanéiste. Rédigeant le 4e rapport annuel du Conseil général pour le congrès de Bruxelles de 1868, il proclame: « L'Association internationale des travailleurs n'est fille ni d'une secte ni d'une théorie. Elle est le produit spontané (en allemand, *naturwüchsig*, engendré par la nature) du mouvement prolétarien, qui lui-même prend sa source dans les tendances normales et irrépressibles de la société moderne. » Cette définition de ce qu'on appelle aujourd'hui (d'ailleurs improprement) *autonomie ouvrière* est d'intonation si libertaire qu'elle pourrait avoir jailli sous la plume d'un anarchiste.

Mais assez vite Marx amorce un virage autoritaire. Pour plusieurs raisons: d'abord il a publié, en septembre 1867, le tome premier de son *Capital*, qui le rend vite célèbre et lui vaut les congratulations des internationalistes, en premier lieu ceux d'Allemagne; ensuite, sous la bannière de Wilhelm Liebknecht et d'August Bebel, la social-démocratie allemande a pris un vif essor et parvient, malgré les interdictions gouvernementales, à faire adhérer sa centaine d'unions ouvrières à l'Internationale. Au Reichstag, en 1869, Bebel se vante de cette adhésion.

Marx, qui est secrétaire du Conseil général pour l'Allemagne, se rengorge. Il n'est plus seul. Car il a enfin un grand parti politique pour assurer ses arrières. Aussi tient-il à son titre et à sa fonction. A la séance du Conseil général du 11 mai 1868, il rabroue le secrétaire, son compatriote Eccarius, pour avoir omis son nom au bas d'une adresse dont l'habituel porte-parole de l'Internationale a été le rédacteur. Il le prend de très haut: « Il ne doit pas être permis à M. Eccarius d'user des noms des membres du Conseil comme il lui plaît. Sur le plan personnel, certes, il ne se soucie pas, dit-il, d'avoir son nom mentionné. » Mais « le secrétaire pour l'Allemagne est une entité, non pas une fiction ».

Dernière raison: Bakounine a fondé, en septembre 1868, une *Alliance internationale de la démocratie socialiste* et entend faire entrer celle-ci en bloc dans l'A.I.T. Pris de panique, Marx fait refuser par le Conseil général cette admission. Mais, en mars 1869, un compromis boîteux intervient: seules les sections nationales de l'organisation de Bakounine sont acceptées dans l'Internationale.

Marx avait épluché de fort mauvaise grâce le programme et les statuts de l'Alliance. La querelle rebondira en 1871-1872, Marx, pour parer la menace bakounienne, voulant obtenir le renforcement des pouvoirs du Conseil général et les partisans de Bakounine, au contraire, le réduire à sa plus simple expression.

Las de cette lutte intestine qui blesse son orgueil, Marx appelle Engels à la rescousse, le fait admettre comme membre du Conseil général et lui confie le soin de poser, en tous pays concernés, des mines sous les pieds de Bakounine et de ses partisans. Ainsi mis en selle, Engels se montre plus agressif et plus sectaire que Marx. Il fait preuve d'un goût inné pour les basses besognes. C'est ainsi que les deux révolutionnaires font passer leurs intérêts partisans avant celui des ouvriers qui, en nombre toujours plus grand, rejoignent l'Internationale et lui confèrent un rayonnement accru. Même l'écrasement sanglant de la Commune de Paris, loin de nuire à l'A.I.T., lui donne un lustre supplémentaire: des rescapés du massacre, réfugiés à Londres, font leur entrée dans le Conseil général.

Marx et Engels mettent à profit cette augmentation de prestige et de puissance d'une organisation qu'ils animent désormais pour manigancer l'expulsion des anarchistes, ces empêcheurs de danser en rond, ces ennemis déclarés de l'Etat, ces pourfendeurs de compromis électoraux du genre de ceux que pratiquent les social-démocrates allemands.

L'éviction est machinée en deux étapes, d'abord à une conférence (non statutaire) réunie à Londres en septembre 1871, puis au congrès (truqué) qui se tient à La Haye en 1872. Trois porte-parole du socialisme libertaire, Michel Bakounine, James Guillaume, Adhémar Schwitzguebel sont exclus par une majorité fabriquée. Marx et Engels obtiennent alors que le Conseil général soit relégué à New York, aux bons soins de leur ami allemand transplanté aux Etats-Unis, Sorge. L'internationale, du moins sous sa forme première, est morte. Mais elle survivra jusqu'en 1877 parce que nombre de délégations nationales, bien que ne partageant pas les options libertaires de Bakounine et de ses amis, se solidariseront avec eux en protestation contre le coup de force de La Haye.

Daniel Guérin

(1) En vente à la Librairie du **Globe**, 2 rue de Buci, Paris 6e.

(2) Engels, « Marx und die *Neue Rheinische Zeitung* », *Sozial-démocrat*, Zurich, 13 mars 1884; *Werke*, Dietz, t. XXI, p. 18.